

NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE



CONSEIL  
DE SÉCURITÉ



Distr.  
GÉNÉRALE  
A/36/303  
S/14503

22 septembre 1961  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/  
ESPAGNOL/  
FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Trente-sixième session  
Point 15 c) de l'ordre du jour  
ÉLECTION DE CINQ MEMBRES DE LA  
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Trente-sixième année

Notices biographiques des candidats présentés par des  
groupes nationaux

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	2
II. NOTICES BIOGRAPHIQUES .....	2
CALLE y CALLE, Juan José (Pérou) .....	2
De LACHARRIÈRE, Guy Ladreit (France) .....	6
DOUGLAS, Sir William (Barbade) .....	11
FRANCIS, Laurel B. (Jamaïque) .....	13
GOMEZ ROBLEDO, Antonio (Mexique) .....	17
HAQ, Anwarul S. (Pakistan) .....	22
JAYEWARDENE, Hector, W. (Sri Lanka) .....	25
JENNINGS, Robert Y. (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) .....	29
LAUTERPACHT, Elihu (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) .....	33
MBAYE, Kéba (Sénégal) .....	38
NAGENDRA SINGH (Inde) .....	43
RAULT, Sir Maurice (Maurice) .....	52
RAZAFINDRALAMBO, Edilbort (Madagascar) .....	54
REUTER, Paul (France) .....	60
RUDA, José María (Argentine) .....	71
SUFFLAN, Tun Mohamed (Malaisie) .....	77

## I. INTRODUCTION

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les notices biographiques des candidats présentés par les groupes nationaux en vue de l'élection pour une période de neuf ans, à compter du 6 février 1982, de cinq membres de la Cour internationale de Justice, qui doit avoir lieu au cours de la trente-sixième session de l'Assemblée générale. La liste des candidats dont les noms ont été proposés en vue de cette élection a été publiée sous la cote A/36/302 S/14502.

## II. NOTICES BIOGRAPHIQUES

CALLE y CALLE, Juan José

(Pérou)

[Original : espagnol]

Né à Arequipa (Pérou) le 12 mars 1925.

### Etudes

Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Lima (Pérou).

### Fonctions actuelles

Représentant permanent du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies.

### Fonctions diplomatiques

Entré dans le service diplomatique du Pérou le 1er mars 1947.

Membre de la Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies (1953-1956).

Chargé d'affaires du Pérou en Espagne (1963).

Ambassadeur, Directeur des affaires politiques et diplomatiques du Ministère des relations extérieures (1969).

Sous-Secrétaire à la politique extérieure du Ministère des relations extérieures (1970-1973).

Ambassadeur du Pérou en URSS (1973-1979).

Secrétaire général des relations extérieures (1979-1980).

Activités professionnelles

Membre de la délégation péruvienne à la Cour internationale de Justice (1949-1951).

Membre de la délégation péruvienne aux septième, huitième, neuvième, dixième, quatorzième, quinzième, vingt-sixième, trente et unième et trente-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Représentant du Pérou au Comité sur la décolonisation.

Membre de la délégation péruvienne à la huitième réunion de consultation des Ministres des relations extérieures des Républiques américaines (Montevideo, 1962).

Représentant du Pérou à la première Assemblée extraordinaire de l'Organisation des Etats américains.

Membre de la délégation péruvienne à la réunion de consultation des Ministres des relations extérieures de l'Organisation des Etats américains (Washington, 1972).

Représentant du Pérou à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968-1969).

Président de la délégation péruvienne à la réunion de la Commission mixte franco-péruvienne (Paris).

Président de la délégation péruvienne à la Conférence des Nations Unies sur la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales (Vienne, 1975).

Président de la quinzième session ordinaire de la Commission du Pacifique sud.

Membre de la délégation péruvienne à la première session de la Commission spéciale pour la restructuration du système interaméricain (Lima, 1973).

Représentant du Pérou à la réunion de la Commission spéciale de coordination latino-américaine.

Vice-Président du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement, 1980.

Président de la délégation péruvienne à la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le développement économique, 1980.

Président de la délégation péruvienne à la réunion ministérielle du Groupe des 77, 1980.

Président de la délégation péruvienne à la réunion des Ministres des relations extérieures des pays non alignés (New Delhi, 1981).

Membre des organismes et associations suivantes

Société péruvienne de droit international.

Cour permanente d'arbitrage.

Association péruvienne du droit de la mer, affiliée au Comité maritime international.

Association de droit international.

Institut de culture hispanique (membre honoraire).

Comité consultatif de l'Académie diplomatique du Pérou.

Activités universitaires

Professeur d'histoire diplomatique du Pérou et des Amériques et de droit international à l'Académie diplomatique du Pérou.

Professeur en matière de traités des frontières au Centre des hautes études militaires du Pérou.

Professeur en matière d'institutions internationales à l'Académie de guerre aérienne du Pérou.

Professeur de droit international à l'Université catholique du Pérou et à l'Université San Martín de Porres de Lima (1970-1972).

Conférences et publications

Congrès sur les affaires autochtones (Lima).

Los Organismos Internacionales (conférence à l'Université nationale d'Arequipa Gran Padre San Agustín).

Registro y Publicación de Tratados Internacionales (Lima).

El Asilo Diplomático y Territorial, séminaire de la Commission du droit international à l'intention des jeunes juristes.

Mecanismos Operacionales del Pacto Andino (séminaire de la Commission du droit international pour les fonctionnaires).

Décorations

Décoré par les gouvernements des pays suivants : Pérou, Colombie, Chili, République fédérale d'Allemagne, Brésil, Espagne, Argentine, Venezuela, Egypte, Equateur, Panama et Italie.

De LACHARRIERE, Guy Ladreit  
(France)

Original : français

Né à Marseille le 27 juin 1919.

Diplômes

Docteur en droit (Alger, Paris);

Licencié es-lettres (Paris);

Diplômé de l'Ecole des sciences politiques;

Breveté de l'Ecole des langues orientales vivantes (russe);

Diplômé de terminologie et de traduction juridiques russes de  
l'Institut de droit comparé;

Lauréat de la Faculté de droit de Paris.

Grade

Ministre plénipotentiaire hors classe, Conseiller d'Etat en service  
extraordinaire.

Fonctions successivement exercées

Attaché, puis Secrétaire, à l'Ambassade de France à Moscou (1946-1948).

Délégué permanent auprès de l'UNESCO et Chef du Bureau des organisations  
internationales de la Direction générale des relations culturelles du Ministère  
des affaires étrangères (1948-1952).

Secrétaire général de la délégation française aux Conférences générales  
de l'UNESCO (1948-1952).

Directeur adjoint du Département des sciences sociales de l'UNESCO (1952-1957).

Participation aux Conférences générales de l'UNESCO entre ces mêmes dates.

Au Service de coopération économique du Ministère des affaires étrangères  
(1957-1963), puis Directeur adjoint de ce service.

Délégué aux sessions de l'Assemblée générale (Deuxième Commission), du Conseil économique et social, de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission économique pour l'Afrique, de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

Délégué aux sessions des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, et aux sessions du Conseil du GATT.

Directeur du Service des Nations Unies et des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères (1964-1969).

Délégué aux sessions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (1964 et 1968).

Directeur des affaires juridiques au Ministère des affaires étrangères (1969-1979).

Délégué de la France à l'Assemblée générale (Sixième Commission), durant plusieurs sessions entre 1969 et 1979.

Représentant de la France à la Commission centrale sur la navigation du Rhin (1969-1979).

Nommé membre de la Cour permanente d'arbitrage (1975).

Agent de la France dans l'arbitrage sur la délimitation du plateau continental entre la France et la Grande-Bretagne (1977-1978).

Agent de la France dans l'arbitrage entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, sur l'accord aérien franco-américain (1978).

Agent de la France dans les affaires intéressant la France portées devant la Cour de justice des communautés européennes de 1969 à 1979.

Vice-Président et Chef permanent de la délégation française à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, depuis 1973.

#### Activités d'enseignement

A l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris :

Leçons sur le droit soviétique (1954-1962);

Cours sur les institutions internationales (1966-1970);

Cours sur les politiques nationales dans les organisations depuis 1971.

A l'Institut des Hautes Etudes internationales :

Cours sur le droit de la mer (les politiques nationales à l'égard du droit de la mer) (1976);

Cours sur "les politiques juridiques extérieures" (1981).

A l'Ecole Nationale d'administration :

Cours sur le droit de la mer (1979);

Cours sur le droit international public (1980);

Coordonnateur des stages de la branche d'administration générale (1980-1981).

A l'Académie de droit international :

Leçons sur "l'influence de l'inégalité de développement des Etats sur le droit international" (1973).

#### Publications

• • • "L'idée fédérale en Russie de Riourik à Staline", thèse pour le doctorat en droit, couronnée par la Faculté de droit de Paris et subventionnée par le Centre national de la recherche scientifique - Paris, Pedone (1945).

"L'examen par le GATT du Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne", Annuaire français de droit international (1958).

"Intégrations régionales et organisations internationales", Economie appliquée, Tome XIII, No 2 (1960).

"Marché mondial et pays d'économie planifiée", Economie appliquée, Tome XIII, No 2 (1960).

"Aspects récents de la clause de la nation la plus favorisée", Annuaire français de droit international (1961).

"Evolution de la réglementation internationale en matière de discrimination et de préférence", Annuaire français de droit international (1963).

"A propos de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement", Tiers Monde, Tome V, (octobre 1964).

Commerce extérieur et sous-développement, Paris, 279 p., Presses universitaires de France (1964).



Les institutions internationales (Cours polycopié annuel de 1966 à 1970).

"La polémique sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies", Politique étrangère, 1966, No 4.

"Aspects récents du classement d'un pays comme 'moins développé'", Annuaire français de droit international (1967).

"Consensus et Nations Unies", Annuaire français de droit international (1968).

La nouvelle division internationale du travail, 350 p., Droz (1969).

"Commerce et développement", Coopération technique, No 64/65, novembre 1970.

"Commentaires sur le 'Rapport Pearson'", Cahiers Vilfredo Pareto 24 (1971).

"Identification et statut des pays 'moins développés'", Annuaire français de droit international (1971).

Les politiques nationales dans les organisations internationales, Cours polycopié annuel depuis 1971, Institut d'Etudes politiques de Paris.

"Commentaires sur la position juridique de la France à l'égard de la licéité de ses expériences nucléaires", Annuaire français de droit international (1973).

La stratégie commerciale du développement, 238 p., Presses universitaires de France (1973).

L'influence de l'inégalité de développement des Etats sur le droit international, Recueil des Cours de l'Académie de droit international (1973).

La catégorie juridique des pays en voie de développement, Communication au colloque d'Aix-en-Provence de la Société française pour le droit international (mai 1973), Pedone.

Tendances contradictoires en matière de consentement des Etats, Contribution au colloque de Toulouse de la Société française pour le droit international (mai 1974), Pedone.

"La zone économique française de 200 milles", Annuaire français de droit international (1976).

Politiques nationales à l'égard du droit de la mer, contribution à l'ouvrage collectif intitulé Droit de la Mer (Institut des Hautes Etudes internationales), Pedone (1976-1977).

"La réforme du droit de la mer", Revue de la Défense Nationale (juin 1977).

"Les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer",  
Revue de la Défense Nationale (août 1978).

"Aspects juridiques de la négociation sur un 'package deal' à la Conférence  
des Nations Unies sur le droit de la mer", (Essays in honour of Erik Castren,  
publication of the Finnish branch of the International Law Institute, No 2, Helsinki)  
(1979).

"La réforme du droit de la mer et le rôle de la Conférence des Nations Unies",  
Revue générale de droit international public (janvier 1980).

Le nouveau droit de la mer, Politique Etrangère (mars 1980).

Droit de la mer : bilan et perspectives de la Conférence des Nations Unies,  
"Voies" (mai-juin 1980).

"La promotion des relations économiques internationales", contribution à  
l'ouvrage collectif de l'Académie du droit international sur les organisations  
internationales (en cours de publication).

#### Participation à des activités scientifiques

Vice-Président de la Société Française pour le Droit International.

Membre du Conseil de perfectionnement de l'Institut des sciences juridiques  
du développement (Université René Descartes, Paris V).

Membre du Conseil Scientifique de la Faculté de droit de l'Université de  
Paris II.

Membre du Conseil d'administration de l'Institut français des relations  
internationales.

#### Langues parlées ou comprises

Anglais, russe, espagnol, allemand, italien, grec (moderne).

#### Décorations

Officier de la Légion d'honneur.

Commandeur de l'Ordre national du mérite.

Officier du Mérite maritime.

Commandeur de l'Ordre du mérite (R.F.A.).

DOUGLAS, sir William  
(Barbade)

/Original : anglais/

Né le 24 septembre 1921 à la Barbade.

Études

Bannaytne School, Verdun, Québec (Canada).

Verdun High School.

Université McGill.

London School of Economics.

Université de Londres.

Diplômes

B.A. (avec mention), Université McGill.

LL.B., Université de Londres.

Titres professionnels

Avocat, inscrit, en juin 1947, au barreau de l'Honourable Society of the Middle Temple.

Fonctions exercées

Avocat à titre privé du barreau de la Barbade (1948-1950).

Greffier adjoint de la Cour suprême de la Barbade (1950-1955).

Résident Magistrate, Jamaïque (1955-1959).

Assistant Attorney General, Jamaïque (1959-1962).

Puisne Judge, Jamaïque (1962-1965).

Chief Justice de la Barbade (1965- ).

Activités internationales

Membre du Conseil exécutif de l'Association mondiale de juges (1967-1975).

Président du Council of Legal Education for the Commonwealth Caribbean (1971-1977).

A/36/303  
S/14503  
Français  
Page 12

Membre du Comité d'experts de l'application des conventions et recommandations,  
Organisation internationale du Travail (1975).

Membre du Comité juridique interaméricain (1977).

Activités locales

Membre du Conseil de l'Institut Bellairs de l'Université McGill (1966).

Président de la Barbados Association for the Blind and Deaf.

FRANCIS, Laurel B.  
(Jamaïque)

[Original : anglais]

Né le 9 juin 1920.

#### Titres universitaires

Diplôme d'avocat (avec mention pour cinq des 10 matières à l'examen) (1953).

Certificat universitaire supérieur d'études internationales (London School of Economics and Political Science, Université de Londres).

LL.M. de droit international (London School of Economics and Political Science, Université de Londres).

Distinction universitaire supérieure de la London School of Economics and Political Science, bourse de droit international S.H. Bailey pour participer à une session de l'Académie de droit international de La Haye.

#### Activités internationales

##### Conférences

Depuis 1963, a représenté la Jamaïque à plusieurs conférences internationales, notamment :

Douze sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies. (A la session de 1967, Rapporteur et Président par intérim du Groupe de travail désigné par la Sixième Commission pour faire des recommandations à l'Assemblée générale concernant la question des méthodes d'établissement des faits.)

Conférence préparatoire de la Conférence des pays non alignés, Dar es-Salam (République-Unie de Tanzanie), 1970.

Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, Lusaka (Zambie), 1970.

Sessions de 1968 et de 1969 de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités.

Conférence internationale des droits de l'homme, Téhéran (Iran), 1958.

Conférence préparatoire et Conférence de plénipotentiaires pour la dénucléarisation de l'Amérique latine (Traité de Tlatelolco), 1969 (chef de la délégation jamaïcaine à la Conférence de plénipotentiaires).

Troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains consacrée au terrorisme en Amérique latine, Washington D.C. (Etats-Unis), 1970.

Toutes les sessions du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1970-1973).

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève), 1975.

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (New York), 1976.

Elu Président de la quatrième Conférence de l'American Association of Jurists, Kingston (Jamaïque), 1979.

#### Commission du droit international

Elu membre de la Commission par l'Assemblée générale pour la période 1977-1981 (1976).

Membre du Groupe de travail sur les propositions concernant l'élaboration d'un protocole relatif au statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique (1977-1979).

Représentant de la Commission à la Conférence du Comité juridique consultatif africano-asiatique, Qatar (janvier 1978).

Membre du Groupe de travail sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens (1978).

Membre du Comité de rédaction (1978).

Membre du Groupe de travail sur le réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux (1979).

Membre du Comité de rédaction (1979).

#### Fonctions officielles occupées depuis 1962

Assistant Crown Counsel, Attorney General's Chambers.

Crown Counsel, Attorney General's Chambers.

Senior Assistant Attorney General.

Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères.

Secrétaire permanent par intérim, Ministère des affaires étrangères.

Deputy High Commissioner de la Jamaïque au Canada.

Directeur de division chargé du droit international et des organisations internationales, Attorney General's Chambers.

Secrétaire permanent, Ministère de la justice.

Conseiller spécial pour le droit international auprès du Ministre de la justice et de l'Attorney General (d'août 1977 à ce jour).

#### Publications

"Jamaica Assumes Treaty Rights and Obligations - Some Aspects of Foreign Policy", The International and Comparative Law Quarterly, avril 1965.

"The United Nations and the Harmonization and Updating of International Trade Law", Journal of the Jamaica Chamber of Commerce, Vol. 34, No 4, printemps 1979.

"International Law in Relation to Domestic Domain and Municipal Law", Matters Concerning Lawyers, voir numéros de mars, mai, juillet 1979 et seq.

"The Security Aspects of the Belize Question", The Sunday Sun/Jamaica Daily News, 16 septembre 1979.

"The International Community and the Application of Sanctions : South Africa and Rhodesia", étude présentée à la quatrième Conférence de l'American Association of Jurists, Kingston (Jamaïque) en novembre 1979, en cours de publication par l'Agency for Public Information sous le titre "The Right of the People to Self-determination. Economic Independence and Social Progress".

"Multinational Corporations and the Sovereignty of Developing Countries", à paraître dans l'Indian Journal of International Law.

"The Question of Expropriation Legislation", accepté pour publication dans le numéro d'octobre 1980 du West Indian Law Journal.

"Producers Associations in Relation to the New International Economic Order", à paraître dans l'International and Comparative Law Quarterly.

"Third World Approach to International Law", conférence faite le 22 avril 1980 à la London School of Economics (Université de Londres), texte soumis pour publication au journal de la London School of Economics : MILLENNIUM-Journal of International Studies.

"The United Nations Convention on the Carriage of Goods by Sea, 1978", accepté pour publication dans le numéro d'octobre 1980 de Caribbean Shipping - Journal of the Caribbean Shipping Association.

Conférences

En tant que professeur invité à l'Ecole de diplomatie de l'Université de la ville de Madrid, séries de conférences et organisation de séminaires sur le thème suivant : "L'Analyse de la formation de la politique étrangère dans les pays anglophones des Caraïbes" (1966).

Séminaire de la Commission du droit international à l'intention des jeunes juristes - thème : "La zone économique exclusive dans le contexte de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer" (1978).

Séminaire de la Commission du droit international à l'intention des jeunes juristes - thème : "Les associations de producteurs face au nouvel ordre économique international" (1979).

London School of Economics and Political Science - thème : "La conception que se fait le tiers monde du droit international" (1980).



GOMEZ ROBLINDO, Antonio  
(Mexique)

/Original : espagnol/

Notice biographique

Né à Guadalajara (Etat de Jalisco), le 17 novembre 1908. Nationalité mexicaine d'origine. Fils légitime de parents de nationalité mexicaine d'origine. Marié à une Mexicaine, père de six enfants.

Etudes universitaires

Licencié en droit de l'Université de Guadalajara et docteur en philosophie de l'Université nationale autonome de Mexico.

A suivi, outre les cours nécessaires pour obtenir les diplômes susmentionnés, plusieurs cours spécialisés de droit et de philosophie dans les facultés et instituts suivants : Faculté de droit de Paris, Dotation Carnégie pour la paix internationale (Paris), Académie de droit international (La Haye), Université de Rio de Janeiro et Université Fordham (New York).

Distinctions académiques

Membre de la Barra Mexicana de Abogados, de la Academia Mexicana de Legislación y Jurisprudencia, de la Sociedad Brasileira de Filosofia, de l'Instituto de Ordem dos Advogados Brasileiros, de l'American Society of International Law, de la Société européenne de culture (Venise) et de l'Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho International. Membre titulaire de la Academia Mexicana de la Lengua, membre correspondant de l'Académie espagnole.

Activité publique

Avocat-conseil auprès du Ministère de l'économie nationale (1935-1936).

Avocat-conseil auprès de la Commission mixte de règlement des différends entre le Mexique et les Etats-Unis (1936-1938).

Avocat conseil auprès du Ministère des relations extérieures (1940-1942).

Entré dans le Service diplomatique mexicain en 1941.

Secrétaire particulier du Ministre Padilla lors de la troisième réunion de consultation des Ministres des affaires étrangères (Rio de Janeiro, 1942).

Premier Secrétaire du Service diplomatique mexicain (1943).

Représentant du Mexique auprès du Comité juridique interaméricain à Rio de Janeiro (1943-1946).

Conseiller juridique au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (New York, 1946).

Chef de la Section des organisations mondiales du Ministère des relations extérieures (1946).

Conseiller juridique du Service diplomatique mexicain (1948).

Membre de la délégation mexicaine à la neuvième Conférence internationale américaine (Bogota, 1948).

Représentant suppléant du Mexique auprès de l'Organisation des Etats américains (Washington, 1949-1951).

Conseiller juridique de l'ambassade du Mexique à Washington (1951-1954).

Membre de la délégation mexicaine aux quatrième, septième, huitième, dixième et onzième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Représentant suppléant du Mexique à la deuxième réunion du Conseil inter-américain de jurisconsultes (Buenos Aires, 1953).

Représentant du Mexique à la huitième Conférence générale de l'UNFSCO (Montevideo, 1954).

Représentant du Mexique à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 1958).

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Service diplomatique mexicain (1957).

Ambassadeur du Mexique au Brésil (1959-1961).

Directeur en chef au Ministère des relations extérieures (1961-1964).

Représentant du Mexique auprès du Comité du désarmement des Nations Unies à Genève, à partir de 1964 également représentant auprès de divers organismes internationaux.

Ambassadeur du Mexique auprès du Gouvernement italien (1967-1971).

A représenté également le Mexique avec rang d'ambassadeur en Tunisie et en Grèce, pays où jusqu'à une date récente il résidait.

Est actuellement membre de diverses associations professionnelles.

Le 6 octobre 1977, le président José López Portillo l'a nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Mexique en Suisse.

Est également membre, depuis 1974, du Comité juridique interaméricain.

#### Activités universitaires

Professeur d'initiation à la philosophie à l'École nationale préparatoire (1939-1943). Professeur titulaire de droit public international à la Faculté de droit depuis 1938 et à l'École libre de droit (1935-1941). Professeur d'histoire de la diplomatie à l'École des sciences politiques et sociales (1954-1955). A été titulaire, à la Faculté des lettres et de philosophie, des chaires de philosophie grecque, de philosophie des valeurs et de philosophie de la religion et dirige actuellement le Séminaire de traduction de textes classiques. A été en outre professeur extraordinaire de l'Universidad Nacional Mayor de San Marcos de Lima (1946) et de l'Academia de Derecho Internacional de La Habana (1955), chef du Département des lettres classiques et professeur de philosophie à l'Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey (1947-1948) et à deux reprises directeur par intérim du Centro de Estudios Filosóficos (Mexico, 1946 et 1954). A été pendant trois ans chargé de recherche auprès dudit centre. Enfin, à l'occasion de la célébration à Mexico du quatrième centenaire de l'Université (1951), a prononcé la Oratio Athenagorica in laudem Mexicanae Universitatis.

#### Publications

México en Ginebra (Thèse), Guadalajara, 1932.

Anacleto González Flores (Biographie), Mexico, 1947.

Los Convenios de Bucareli ante el Derecho Internacional, Mexico, 1938, ouvrage traduit en anglais et publié aux frais du Gouvernement mexicain en vue d'être diffusé à l'étranger pour y défendre sa politique agraire et pétrolière.

Política de Vitoria (Etude sur la théorie de l'Etat chez Francisco de Vitoria), Mexico, 1940.

Epopeya del Monroísmo, Mexico, 1939.

Cristianismo y Filosofía en la experiencia agustiniana, Mexico, 1942.

La Filosofía en el Brasil, Mexico, 1946.

Ética Nicomaquea, version directe de l'Éthique à Nicomaque, d'Aristote, précédée d'une Introducción a la ética aristotélica, Mexico, 1954.

Ensayo sobre las virtudes intelectuales, Mexico, 1957.

Filosofía de las relaciones interamericanas, sous presse.

Idea y experiencia de América.

La Seguridad colectiva en el Continente Americano.

Meditación sobre la Justicia.

México y el arbitraje internacional.

Sócrates y el socratismo.

La República de Platón.

Principaux articles et conférences

"El pensamiento de Calicles", Revista de la Escuela Nacional de Jurisprudencia.

"Las ideas jurídicas del P. José de Acosta", article paru dans la même revue.

"La Monarchia de Dante", Revista Us.

"La doctrina aristotélica del justo medio", Revista de Estudios Universitarios.

"Tres Catedrales", Onda, Guadalajara.

"Francia 1934, Política y Paisaje", Onda, Guadalajara.

"El Caso de Vichy", Revista de la Escuela Nacional de Jurisprudencia.

"Historia y Arte", Tierra Nueva.

"El fundamento del Derecho Internacional", Abside.

"El drama de Austria", Abside.

"Reflexiones sobre Bergson", Abside.

"Teodicea de Aristóteles", Abside.

"La responsabilidad del espíritu en la guerra", Abside.

"Recordación de Vitoria", Cuadernos Americanos.

"La teoría bélica de Ginés de Sepúlveda", Letras de México.

"Vitoria, comentador de Santo Tomás", Filosofía y Letras.

"Homenaje al maestro Antonio Caso", préface à l'ouvrage publié par le Centro de Estudios Filosóficos.

Oratio Athenagorica , prononcée à l'occasion susmentionnée.

'La filosofía en México , conférence donnée au "General" de San Marcos de Lima.

Vitoria y nosotros , Letras de México.

'Vida y pensamiento de Descartes', Onda, Monterrey.

'Humanismo y Cultura , Témás, Guadalajara.

'Las Humanidades en el México actual', Université de Rutgers, New Jersey.

'La teoría de la pasiones en Descartes y en la tradición filosófica',  
Filosofía y Letras.

'Filosofía y Lenguaje', discours de réception à l'Académie mexicaine, membre  
correspondant de l'Académie espagnole.

'Estudio sobre los deberes de Cicerón' préface à la traduction de l'ouvrage  
publié dans la Bibl. Script. Graec. et. Rom. Mexicana.

'Evocación de González Martínez', conférence donnée à l'Athénée américain  
de Washington.

'La ética de los valores', Abside.

'La ética de San Agustín', Anuario del Centro de Estudios Filosóficos.

'Ser y Valor', Anuario del Centro de Estudios Filosóficos.

'Idea de la Universidad', Filosofía y Letras.

'Las reservas en los tratados multilaterales', Revista de la Facultad de  
Derecho.

'La Convención de Ginebra sobre Plataforma Continental, Anuario del Instituto  
Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional.

Divers articles dans la presse périodique. Est actuellement un collaborateur  
régulier de Novedades.

HAQ, Anwarul S.  
(Pakistan)

[Original : anglais]

Né à Jullundur (Punjab, Inde) le 11 mai 1917.

Licencié en économie politique et en sciences politiques du D. A. V. College de Jullundur en 1936 avec mention en anglais. Est sorti major de l'Université du Punjab en 1938, avec une maîtrise d'économie politique (mention très bien).

De 1936 à 1938, a pris activement part à la création de la All-India Muslim Students Federation (Fédération des étudiants musulmans de l'Inde). A participé à Calcutta, en décembre 1937, à une réunion de la Ligue musulmane, en qualité de représentant des étudiants.

Est entré en 1939 dans la fonction publique indienne par voie de concours et a reçu un an de formation à Oxford. De retour en Inde en novembre 1940, a été nommé Assistant Commissioner à Ferozepur. A été affecté ensuite à Simla, Gurgaon et Hissar (Punjab oriental) et a occupé dans le gouvernement central et dans les gouvernements provinciaux les postes ci-après :

Secrétaire auprès de la Commission de la fonction publique du Punjab et de la North-West Frontier Province, Secrétaire au Département de la santé et des affaires locales du Punjab, et Secrétaire adjoint au Bureau des contributions du Punjab, à Lahore (1944).

Sub-Divisional Magistrate, Dalhousie (1944).

Special Sub-Judge à Lahore, chargé de la formation judiciaire (1944).

Secrétaire des contributions auprès des Financial Commissioners, Punjab (1945).

Sub-Divisional Magistrate, Dalhousie (1945).

Deputy Commissioner, Gurdaspur (1945).

District and Sessions Judge, Gurdaspur (1945).

Assistant Commissioner, Gurdaspur (1946).

Deputy Commissioner, Hissar (1946)

Secrétaire du Partition Steering Committee for the Punjab (1947).

Deputy Commissioner, Rawalpindi (1947)

Deputy Commissioner, Montgomery (actuellement Sahiwal) (1948)

Deputy Commissioner, Sialkot (1950).

Secrétaire adjoint au Ministère de la défense, Gouvernement pakistanais, Rawalpindi (1952-1964).

Cours à l'Imperial Defence College, Londres (1955).

Sous-Secrétaire au Ministère de la défense, Gouvernement pakistanais, Karachi (1956).

Secrétaire adjoint au Ministère de la défense, Gouvernement pakistanais, Karachi (1956).

District and Sessions Judge, Karachi (1957).

District and Sessions Judge, Lahore (1958).

Additional Judge à la High Court du Pakistan occidental, Lahore (1959).

Permanent Judge à la High Court du Pakistan occidental, Lahore (1962).

Nommé membre de la Commission de réforme des lois (1964).

Chef de la délégation d'experts juridiques auprès de la République de Somalie (1969).

Nommé Chief Justice de la High Court de Lahore lors de la restructuration d'une division administrative (1970).

Nommé juge à la Cour suprême du Pakistan en octobre 1972, après avoir siégé à la High Court pendant dix ans et huit mois en qualité de juge et deux ans et trois mois et demi en qualité de Chief Justice.

Chief Justice du Pakistan (1977-1981).

Président par intérim de la République islamique du Pakistan du 20 avril au 7 juin 1978 et en plusieurs autres occasions en 1979, 1980 et 1981.

A participé en tant que chef de la délégation pakistanaise à la troisième Conférence du droit du Commonwealth et de l'Empire tenue à Sydney en août-septembre 1965.

A beaucoup voyagé en Europe, au Canada et aux Etats-Unis.

S'intéresse aux activités universitaires et d'enseignement, a été membre des conseils de l'Université du Panjab, de l'Engineering University de Lahore, de l'Agricultural University de Lyallpur et de la People's Open University d'Islamabad.

A été président du Tehzeeb-ul-Akhlak Education Board, de l'Islamia College Committee et de l'Université de droit Himayat-i-Islam de Lahore, et membre de l'University Law College, Lahore Committee, durant plusieurs années.

A exercé les fonctions de vice-recteur de l'Université du Panjab à plusieurs reprises.

A été nommé membre de la War Inquiry Commission, créée en 1971, et y a siégé de janvier 1972 à novembre 1974.

Nommé Président de la National Pay Commission and Armed Forces Pay Commission en janvier 1976.

A représenté la Cour Suprême du Pakistan aux cérémonies qui ont eu lieu à Accra en octobre 1976, à l'occasion du centenaire de la Cour suprême du Ghana et a donné lecture d'un document sur le rôle du droit dans une société en développement.

Nommé président de la Commission du bassin de l'Indus en septembre 1977.

Nommé président de la Commission de la fonction publique en février 1978.

Président de l'Association des anciens élèves des universités britanniques, à Lahore, depuis 1962.

A été invité en qualité d'orateur à un grand nombre de manifestations sociales intellectuelles et culturelles à Lahore, Rawalpindi et Karachi.

A participé à la septième Conférence judiciaire asiatique, tenue à Djakarta (Indonésie) en juin 1978.

Nommé président de la Commission du droit pakistanais le 24 février 1979.

A participé à la neuvième Conférence sur le droit international, qui s'est tenue à Madrid et au Vatican en septembre 1979.

A participé à la deuxième Conférence internationale des juges d'appel, tenue à Sydney et Canberra (Australie) en mai 1980.



JAYEWARDENE, Hector, W.  
(Sri Lanka)

[Original : anglais]

1. Né le 3 novembre 1916. Fils de E. W. Jayewardene, K. C., décédé, et neveu de A. St. V. Jayewardene, K. C., décédé, qui étaient tous deux juges à la Cour suprême de Ceylan (devenu Sri Lanka).

2. Etudes

a) Royal College, Colombo.

b) Collège de droit (Law College) de Sri Lanka.

Reçu premier avec mention (First Class Honours) aux examens préliminaires, intermédiaires et finaux d'admission au Barreau de la Cour suprême.

A obtenu des bourses du Conseil de l'enseignement juridique aux examens intermédiaires et finaux, le prix du Conseil pour la législature relative aux preuves et la Médaille d'or de l'éloquence "Hector Jayewardene Memorial".

3. Carrière

Admis et inscrit en mars 1941 comme avocat à la Cour suprême de Sri Lanka.

A plaidé des affaires civiles et pénales devant des tribunaux de première instance et des cours d'appel à Sri Lanka.

1954 - Nommé Conseiller de la Reine, le plus jeune à recevoir ce titre à Sri Lanka et à avoir été nommé aussi rapidement après son admission au Barreau.

A été avocat principal dans toutes les affaires importantes plaidées à Sri Lanka, dans toutes les branches du droit : civil et pénal, commercial, fiscal, constitutionnel et maritime.

Est intervenu devant le Comité judiciaire du Conseil privé en Angleterre à plusieurs reprises, ainsi que devant la Haute Cour d'appel, la Cour constitutionnelle et la Cour suprême de Sri Lanka.

Est intervenu dans un certain nombre d'affaires soulevant des questions complexes de droit international à Sri Lanka et ailleurs, au sujet de demandes d'indemnisation à la suite de la nationalisation de biens étrangers.

A conseillé le Gouvernement canadien au sujet d'accords internationaux relatifs à des projets hydro-électriques à Sri Lanka. A conseillé le Gouvernement américain sur des affaires de droit maritime posant des problèmes de droit international public et privé à Sri Lanka.

/...

A défendu avec succès des personnes accusées de crimes politiques à Sri Lanka et a été avocat adjoint dans des affaires analogues au Conseil privé. La défense concernait des questions de droit constitutionnel liées au déni des droits de l'homme.

S'est consacré spécialement à la défense de la liberté de presse et du droit d'accès aux tribunaux dans des affaires portées devant la Cour constitutionnelle de Sri Lanka et la Cour suprême.

A souvent participé à des affaires portées devant le Conseil privé, auxquelles s'appliquait le droit romano-néerlandais, notamment en ce qui concerne le droit de propriété, les contrats, le droit des sociétés et le droit fiscal britanniques, compte tenu de traités internationaux relatifs à la double imposition.

A dirigé la rédaction de lois spéciales d'intérêt national et international, dans les domaines juridique et commercial, ainsi que dans les domaines du travail, des échanges et du développement.

#### 4. Fonctions

- a) Membre de la Sous-Commission chargée de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités des Nations Unies.
- b) Vice-Président de la Commission internationale de juristes (branche de Sri Lanka).
- c) Membre fondateur et Président actuel du Conseil d'administration de la Fondation de Sri Lanka, organe officiel agréé par le gouvernement, ayant pour objet de promouvoir la compréhension et la défense du mode de vie démocratique, et la protection et le développement des droits de l'homme.
- d) Président de la LAWASIA (Association juridique pour l'Asie et le Pacifique occidental).
- e) Président de l'Organisation des associations professionnelles de Sri Lanka.
- f) Membre à vie (Honoris Causa) de l'ordre des avocats de Sri Lanka.
- g) Membre du Conseil de l'enseignement juridique de Sri Lanka.
- h) Membre du SACORRD (Comité de l'Asie du Sud sur les droits de l'homme et le développement).
- i) Membre du Groupe de travail chargé par le Secrétaire général du Secrétariat du Commonwealth de présenter aux gouvernements des Etats du Commonwealth un rapport sur la création d'une commission des droits de l'homme du Commonwealth.

- j) Membre de la Commission des Nations Unies chargée de présenter un rapport sur le différend entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement iranien concernant des otages américains.
- k) Chef de la délégation de juristes sri-lankais auprès de la République populaire de Chine chargée des consultations sur l'application du principe de la primauté du droit.

5. Fonctions antérieures

Président de l'ordre des avocats de Sri Lanka (autorité nationale compétente pour toute la profession juridique).

Président de la Commission royale des conflits du travail (Ceylan).

Membre du Conseil de l'ordre de Sri Lanka.

Membre du Conseil de l'enseignement juridique de Sri Lanka.

Membre fondateur du Conseil d'administration de l'Office du tourisme sri-lankais.

Membre fondateur de la Fondation de Sri Lanka.

6. Participation à des conférences

Commission internationale de juristes - Conférence des pays d'Asie et du Pacifique sur la liberté de mouvement, tenue à Bangalore (1969).

Commission internationale de juristes - Colloque international sur la primauté du droit, tenu à Colombo (1966).

Journées d'étude de l'Association des voyages dans la région du Pacifique, à Anchorage (1967).

Conférence de l'Association des voyages dans la région du Pacifique, à Seattle (1967).

Conférence sur la politique du développement, organisée par la Friedrich Ebert Stiftung à Wiesbaden et Bonn (1967).

Séminaire sur l'administration de la justice à Sri Lanka, organisé par l'ordre des avocats de Sri Lanka (1975).

Séminaire sur l'administration de la justice à Sri Lanka, convoqué par le Ministère de la justice (1967).

Séminaire sur le droit de la propriété intellectuelle et le droit commercial à Sri Lanka, organisé par le Ministère du commerce (1978).

Conférence des Nations Unies sur le désarmement (1978).

Représentant de Sri Lanka - Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, organisée sous les auspices des Nations Unies (août 1978).

Président de la Conférence de l'UNESCO sur la place des droits de l'homme dans les traditions culturelles et religieuses, Bangkok, (décembre 1979).

Sixième Conférence de la LAWASIA, Colombo (août 1979).

Commission internationale de juristes - Colloque sur la primauté du droit, Colombo (1960).

Conférence des pays d'Asie et du Pacifique sur la liberté de mouvement, Bangalore (1969).

Colloque de la Fondation de Sri Lanka sur les droits de l'homme et le développement.

Conférence Armand Hammer "Paix et droits de l'homme - Droits de l'homme et paix", tenue à Varsovie (Pologne) en juillet 1980.

Conférence du Conseil et du Comité permanent des droits de l'homme de la LAWASIA, tenue à Manille (Philippines), en novembre 1980.

En qualité de président de la Commission royale des conflits du travail (Ceylan), a séjourné dans plusieurs pays, notamment en Australie, au Canada, aux Etats-Unis d'Amérique, en République fédérale d'Allemagne, au Royaume-Uni et en Yougoslavie pour étudier le fonctionnement des institutions chargées du règlement des conflits du travail.

## 7. Publications

Articles sur des questions juridiques et connexes dans des revues professionnelles, des périodiques et des journaux.

JENNINGS, Robert Y.

(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

[Original : anglais]

Né le 19 octobre 1913 au Royaume-Uni.

Fait ses études à l'école secondaire de Belle Vue et au Bradford and Downing College à Cambridge (boursier).

First Class aux deux parties du Tripos (diplôme de bachelier ès arts) (mention honorifique à la seconde partie); et diplôme de LL.B. avec mention.

Titulaire d'une bourse Whewell en droit international, 1936.

Titulaire d'une bourse de recherche Joseph Hodges Choate, à la Faculté de droit de l'Université de Harvard, 1936-1937.

Maître assistant en droit, London School of Economics, 1938-1939.

Sert l'armée de terre britannique, de 1940 à 1946. Quitte l'armée avec le grade de commandant de réserve.

Membre (depuis 1939), Directeur d'études (1949-1955) et parfois Président du Jesus College, Cambridge.

Chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université de Cambridge (1946-1955).

Professeur de droit international à l'Université de Cambridge, depuis 1955.

Avocat admis au Barreau de Lincoln's Inn, 1943.

Maître de conférences en droit international à l'Inns of Court Council of Legal Education, 1959-1970.

Queen's Counsel, 1969.

Doyen honoraire de Lincoln's Inn, depuis 1970.

Institut de droit international : associé, 1957; membre, 1967;  
Vice-Président, 1979.

Rédacteur de l'International and Comparative Law Quarterly en matière de droit international public, 1957-1959.

Rédacteur du British Year Book of International Law depuis 1959, d'abord en collaboration avec sir Humphrey Waldock puis, en tant que rédacteur en chef, en collaboration avec M. I. Brownlie.

Publications :

Livres :

The Acquisition of Territory, 1963

General Course on Principles of International Law,  
Hague Recueil, 1967, Vol. II

Oppenheim's International Law, Vol. I, 9ème édition,  
en collaboration avec A. D. Watts

Articles et monographies :

"The Caroline and McLeod Cases", American Journal of International Law, 1938.

"Some International Law Aspects of the Refugee Question", British Year Book of International Law. 1939.

"The Progressive Development of International Law and its Codification",  
British Year Book of International Law, 1947.

"Some Aspects of the International Law of the Air", Hague Recueil, 1949.

"The Commonwealth and International Law,, British Year Book of International Law, 1953.

"Extraterritorial Jurisdiction and the United States Antitrust Laws",  
British Year Boob of International Law, 1957.

Rubrique relative au droit international de l'Annual Register, 1957-1964.

"The Progress of International Law", British Year Book of International Law, 1961

"Recent Developments in the International Law Commission : in its Relation to the Sources of International Law", International and Comparative Law Quarterly, 1964.

Article intitulé "The Aftermath of Sabbatino", ABCNY, 1965.

"Nullity and Effectiveness in International Law", dans Cambridge Essays in International Law, 1965.

"Limits of Continental Shelf Jurisdiction : some possible implications of the North Sea Cases Judgment", International and Comparative Law Quarterly, Vol. 18, 1969.

"The United States Draft Treaty on the International Seabed Area : Basic Principles", International and Comparative Law Quarterly, 1971.

"Who has Jurisdiction over the Natural Resources of the Seabed?" dans Natural Resources Lawyers, 1971.

"A Changing International Law of the Sea", Cambridge Law Journal, 1972.

"The Discipline of International Law", McNair Memorial Lecture, 1976.

"Treaties as Legislation" dans Jus et Societas, Essais rédigés en hommage à Wolfgang Friedmann, 1979.

"A new look at the Sources of International Law", série de conférences données à Cambridge-Tilburg, en 1980 et en cours de publication.

"Law-making and Package Deal", Mélanges offerts à Paul Reuter, 1981.

"The identification of international law", dans International Law : Teaching and Practice, 1981.

Conseil du Royaume-Uni, dans l'arbitrage rendu entre le Royaume-Uni et la France dans l'affaire de la délimitation du plateau continental.

Conseil de la République argentine, lors de l'arbitrage Rio Encuentro.

Conseil de la République argentine, lors de l'arbitrage Canal de Beagle.

Conseil de l'Emirat de Sharjah, lors de l'arbitrage relatif à la délimitation de la frontière Dubaï-Sharjah.

Conseil de la République tunisienne dans l'affaire relative au plateau continental : Jamahiriya arabe libyenne/Tunisie (Cour internationale de Justice).

Conseil de la République de Cuba devant la Chambre des Lords dans l'affaire du Congreso del Partido.

A/36/303  
S/14503  
Français  
Page 32

A exercé également les fonctions de conseiller juridique auprès du Gouvernement du Bangladesh, du Sultan de Brunei, du Gouvernement canadien, du dirigeant de Sharjah, de la National Iranian Oil Company, du Gouvernement soudanais et du Gouvernement vénézuélien.

Conseiller spécial de l'Organisation mondiale de la santé pour l'élaboration d'un code sur la commercialisation du lait en poudre.

Membre de la Commission d'investigation et de conciliation de l'Organisation internationale du Travail.

Juge britannique ad hoc au Tribunal des droits de l'homme de Strasbourg dans l'affaire X v. Royaume-Uni.

Inscrit sur la liste de conciliateurs établie en vertu de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

Directeur d'études, Association de droit international, depuis 1981.



LAUTERPACHT, Elihu

(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Original : anglais

Né le 13 juillet 1928.

Etudes

Phillips Academy, Andover (Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique); Harrow School; Trinity College, Cambridge (titulaire d'une bourse d'entrée et titulaire d'une bourse complémentaire dite "Senior"); a obtenu le diplôme Tripos de bachelier-sès-arts en droit en 1949 (seconde partie, Class I); et celui du LL.B en 1950 (Class I); titulaire d'une bourse d'étude Whewell en droit international, 1950.

Barrister at law, Gray's Inn, 1950 (titulaire d'une bourse Holt en 1948 et d'une bourse Birkenhead en 1950).

Queen's Counsel, 1970.

Avocat international.

Activités professionnelles, administratives et judiciaires

Membre du Tribunal administratif de la Banque mondiale, 1980.

Inscrit sur la liste d'arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, 1974.

Président du Tribunal du Marché commun de l'Afrique orientale, 1972-1975.

Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères de l'Australie, 1975-1977

Chef adjoint de la délégation australienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, sessions de 1975, 1976 et 1977.

Chef adjoint de la délégation australienne à l'Assemblée générale lors de ses sessions de 1975, 1976 et 1977 et représentant à la Sixième Commission (juridique) durant ces mêmes sessions.

Consultant en droit international auprès du Gouvernement britannique au titre de Central Policy Review Staff, 1978.

Consultant en droit international auprès du Directeur exécutif de l'UNITAR, 1978-1979.

Membre de la Commission nationale du Royaume-Uni auprès du Comité des sciences sociales de l'UNESCO, 1980.

Conseil dans les affaires internationales suivantes

Cour internationale de Justice

Affaire Nottebohm (1951-1954).

Avis consultatif relatif à l'OMCI (1959-1960).

Affaire relative au plateau continental de la mer du Nord (1964-1966).

Affaire de la Barcelona Traction (1964-1969).

Affaire des essais nucléaires (1973-1974).

Affaire du plateau continental : Jamahiriya arabe libyenne/Tunisie (demande d'intervention de Malte) (1981)

Commission européenne des droits de l'homme

Demande 8007/77 (Chypre v. Turquie) (1978).

Arbitrages internationaux

Affaire Palena (Argentine/Chili) (1962-1966).

Affaire du Canal de Beagle (Argentine/Chili) (1971-1974).

British Petroleum v. Libye (1972-1974).

Avis consultatifs fournis aux gouvernements de 20 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, à deux organisations internationales ainsi qu'à de nombreux consortiums et sociétés engagés dans des activités transnationales.

Conseil ou expert dans des affaires nationales relevant du droit international au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, aux Bahamas et en Ouganda.

Activités universitaires

Université de Cambridge

Maître de conférences en droit international (antérieurement chargé de cours de droit depuis 1953).

Académie de droit international de La Haye

Directeur de recherches (1959 et 1960).

Série de conférences en 1976 sur "The Development of the Law of International Organization by the Decisions of International Tribunals".

Chargé de cours invité par des universités en Australie, au Danemark, aux Etats-Unis, en Inde, en Israël, au Japon, en Malaisie, en Norvège, aux Pays-Bas, à Porto Rico, en République-Unie de Tanzanie, en Suède et en Suisse.

Crée, en 1955, l'International Law Fund dont il est le Secrétaire depuis.

Membre du British Institute of International and Comparative Law (Public International Law Section, depuis 1958); de l'American Society of International Law (Board of Review and Development, 1974-1978); du Canadian Council on International Law (membre consultant, depuis 1978); de l'Association de droit international depuis 1954.

#### Ouvrages

International Law Reports, rédacteur depuis 1960.

British Practice in International Law, crée la série en 1956 et y assure les fonctions de rédacteur jusqu'en 1970.

International Law - édition des oeuvres complètes de Sir Hersch Lauterpacht présentées analytiquement (quatre volumes), depuis 1960.

The Suez Canal, paru en 1956.

The Suez Canal Settlement, paru en 1960.

The United Nations Emergency Force, paru en 1960.

Individual Rights and the State in Foreign Affairs, (en collaboration avec J. G. Collier), paru en 1977.

Jerusalem and the Holy Places, 1968.

The Development of the Law of International Organization by the Decisions of International Tribunals, 1980.

"The codification of the Law of Diplomatic Immunity", Transactions of the Grotius Society, 1954.

"The Hague Regulations and the Seizure of Munitions de Guerre", British Year Book of International Law, 1955-1956.

"The Nationality of Claims", David Davies Memorial Institute, Report of International Law Conference, 1956.

"International Wrongs and National Remedies", publication de la Foreign Law Association, 1958.

"Some Aspects of International Concession Agreements", Bulletin du Harvard International Law Club, 1959.

"Freedom of Transit in International Law", Transactions of the Grotius Society, 1959.

"Review of Developments in International Law, 1958-1960", David Davies Memorial Institute, Report of International Law Conference, 1960.

"River Boundaries: Legal Aspects of the Shatt-al-Arab Frontier", International and Comparative Law Quarterly, 1960.

"International Law in India: Some Notes on Teaching and Research", International Studies, III (1961), p. 318.

"Drafting of Conventions for the Protection of Investment", dans The Encouragement and Protection of Investment in Developing Countries, (1962).

"Some concepts of Human Rights", Howard Law Journal, 1965.

"Nationalization", rubrique de l'Encyclopaedia Britannica, 1967.

"Legal Effect of Illegal Acts in International Organization", dans Cambridge Essays in International Law, 1968.

"Legal Irrelevance of the 'State of War'", Proceedings of the American Society of International Law, 1968.

"The World Bank Convention on the Settlement of International Investment Disputes", Recueil d'Etudes en hommage à Paul Guggenheim, 1968.

"Implementation of Decisions of International Organizations through National Courts", dans The Effectiveness of International Decisions, ed. Schwebel, 1971.

"Legal Aspects of Collisions between Oil Producing and Oil Importing Countries", publication du Mineral and Petroleum Resources Committee de l'Association de droit international, 1974.

"Changes and changing interests in international law", Australian Foreign Affairs Record, décembre 1976.

"Gentleman's Agreements", Festschrift für F. A. Mann, 1977.

"International Legal and Political Factors affecting the Exploitation of Australia's Offshore Resources", (1977) (Science and Industry Forum, Australian Academy of Science).

"Oil and Gas Resources of British Waters - Some Problems of International Law", (1978) (International Bar Association).

"Equity, Equivocation, Evasion and Evolution in International Law", (1978)  
(Branche américaine de l'Association de droit international).

"Case of the Singapore Oil Stocks" International and Comparative Law Quarterly,  
janvier 1956.

"Re Helbert Wagg - a further comment", International and Comparative Law Quarterly, 1956.

Luigi Monta of Genoa v. Cechofracht Ltd., International and Comparative Law Quarterly, 1957.

Case concerning Rights of Passage over Indian Territory, International and Comparative Law Quarterly, 1958.

Articles divers publiés dans The Times et dans l'Encyclopaedia Britannica; et critiques d'ouvrages.

MBAYE, Kéba  
(Sénégal)

[Original : français]

Titres et qualités :

Né le 5 août 1924 à Kaolack.

Ancien élève de l'Ecole normale William Ponty.

Licencié en droit.

Diplômé d'études supérieures de droit privé de la Faculté de droit de Paris.

Breveté de l'Ecole nationale de la F. O. M. (section magistrature)

Conseiller à la Cour suprême du Sénégal dès la création de cette juridiction.

Premier Président de la Cour suprême du Sénégal, depuis 1964.

Ancien chargé d'enseignement à la Faculté des sciences juridiques et à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature.

Membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Membre du Conseil de l'Ordre national du lion.

Président de la Commission de codification du droit des obligations civiles et commerciales.

Ancien Président de la Commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.

Ancien Président et membre de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

Président du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme chargé d'enquêter sur la violation des droits de l'homme en Afrique australe.

Ancien Président du Comité spécial chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés par Israël.

Membre correspondant de l'Académie royale des sciences d'outre-mer de Belgique.

Inscrit, depuis 1970, sur la liste des personnes susceptibles d'être désignées comme arbitres par le Président de la Cour internationale de Justice.

Membre à titre personnel de plusieurs organisations juridiques à but scientifique, notamment :

Ancien Président et membre du Comité international de droit comparé;

Ancien Président et membre de l'Association internationale de droit africain;

Membre du Conseil d'administration de l'Association internationale de droit pénal;

Membre de l'Association internationale de criminologie;

Vice-Président du Comité de direction de l'Institut international des droits de l'homme (Fondation René Cassin);

Ancien Président et membre du Comité international pour l'information et la documentation en sciences sociales;

Président de l'Association sénégalaise d'études et de recherches juridiques;

Membre de la Société de législation comparée.

Président de la Commission internationale de juristes.

Membre du Comité international olympique.

Président d'honneur de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies.

Distinctions honorifiques :

Grand-Croix de l'Ordre national du Lion de la République du Sénégal.

Commandeur de la légion d'honneur.

Grand-Croix de l'Ordre portugais de l'Infante-Frédéric.

Grand officier de l'Ordre du mérite ivoirien.

Commandeur de l'Ordre du mérite sportif français.

Grand officier de l'Ordre du mérite français.

Officier de l'Ordre national de la République islamique de Mauritanie.

Officier de l'Ordre du mérite de Gambie.

Officier du mérite saoudien.

Publications :

Déjà paru :

"L'attribution de la nationalité sénégalaise Jure soli et l'option de nationalité dans la loi sénégalaise du 7 mars 1961", Penant 1961, No 687, p. 47.

"L'organisation judiciaire au Sénégal", Penant 1965, No 705, p. 27, et No 706, p. 191.

"Droit et développement en Afrique francophone de l'Ouest" dans "Les aspects juridiques du développement économique", Dalloz 1966, p. 121, Revue sénégalaise de droit 1967, No 0-1, p. 23.

Le droit de la famille en Afrique noire et à Madagascar, G. P. Maisonneuve et Larose, Paris, 1968.

"L'assistance juridique au Sénégal", Revue internationale de droit pénal, numéro spécial 1969, p. 35 et s.

"Afrique noire (Droit)", Encyclopaedia universalis, vol. I, p. 440.

"Les réalités du monde noir et les droits de l'homme", Revue des droits de l'homme, vol. II, No 3, 1969, p. 382.

"Le droit en déroute" dans "La liberté et l'ordre social", XXIIème Rencontre internationale de Genève; Editions de la Baconnière, Payot, Paris, avec Paul Ricoeur, Raymond Aron, Ignacy Sachs, Robert Marcuse et le cardinal Danielou.

"Les voies et les vertus du droit africain", Revue sénégalaise de droit, 1970, No 7.

"L'harmonisation du droit en Afrique", Revue sénégalaise de droit, 1971, No 10.

Le régime des terres au Sénégal, Edition G. P. Maisonneuve et Larose, Paris, 1971.

"Le droit au développement comme un droit de l'homme". Leçon inaugurale (session d'enseignement de l'Institut international des droits de l'homme), Strasbourg, 1972, Revue des droits de l'homme, 1972.



"La conception africaine des droits de l'homme" dans Manuel des droits de l'homme à publier par l'UNESCO.

"Les garanties fondamentales des parties dans le procès civil au Sénégal" Oceana Publications, New York, 1973 - Publication spéciale - Les garanties fondamentales des parties dans le procès civil, p. 395 et s.

"Les adultes et l'escalade de la jeunesse", Ethiopiennes, juillet 1976, p. 21.

A paraître :

"La conception africaine du droit", Encyclopédie internationale de droit comparé.

Codirecteur du chapitre IV de "l'Encyclopédie juridique de l'Afrique consacrée au droit processuel".

Conférences et communications:

"Les institutions sénégalaises", Communication à la Conférence de l'Institut international des civilisations différentes, Palerme, 1962.

"Les institutions sénégalaises" (Histoire du Sénégal par Madame Vanchi).

"Compétence razione personae des juges de paix et déontologie du magistrat".

"L'expérience sénégalaise de la réforme du droit", Société de législation comparée, Paris, 1968.

"Le droit en déroute", Rencontres internationales de Genève, 1969.

"Les institutions judiciaires du Sénégal"; Centre interuniversitaire de droit comparé, Bruxelles, 1969.

"L'unification des droits africains", Communication au Colloque du Centre universitaire de droit comparé sur le rapprochement régional des législations nationales, Copenhague, 1969.

"Les garanties fondamentales accordées aux citoyens dans les procès civils", Communication du Colloque du Centre universitaire de droit comparé, Florence, 1971.

"La liberté des Etats et de droit à l'autodétermination des peuples sans Etat", Conférence faite au Séminaire international pour diplomates, Salzbourg, 10 août 1973.

"Justice et opinion publique", Dakar, 1975.

"Justice et opinion publique", Dakar, 1979.

Quelques participations à des colloques et réunions :

Association internationale des sciences juridiques :

Colloque d'Edimburg (septembre 1967);

Colloque d'Oxford (septembre 1969);

Colloque de Moscou (septembre 1970);

Colloque de Florence (septembre 1971);

Colloque de Bruxelles (septembre 1972).

Comité international de la Croix-Rouge :

Consultation d'experts (Genève, janvier 1969);

XXIIème réunion de la Croix-Rouge (Istanbul, septembre 1969);

Consultation d'experts (mai 1970).

UNESCO :

Président de la Réunion d'experts pour la Déclaration sur la race et les préjugés raciaux (septembre 1967).

UNIDROIT :

Symposium sur l'harmonisation du droit privé et du droit international privé en matière de commerce en Afrique occidentale, centrale et orientale, Rome, mars 1971.

Rapporteur de la Conférence ministérielle de l'OUA qui a examiné et adopté la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

NAGENDRA SINGH

(Inde)

/Original : anglais/

Né le 18 mars 1914 à Dungapur, Rajasthan (Inde).

Titres universitaires

A passé le Diploma Examination of Mayo College (Ajmer) dans la First Division et a obtenu la médaille de S. Exc. le Vice-Roi pour s'être classé en tête de liste dans la First Class (1930).

B. A. (1934) de l'Université d'Agra - S'est classé en tête de liste dans la First Class et a obtenu la médaille Pinhey (Government College, Université d'Agra).

B. A. (honours) de l'Université de Cambridge, 1936; M. A. (Cantab), 1941; LL. B. (Cantab), 1953 - Est sorti premier de tous les candidats à l'examen de droit international (section D) pour le LL. B., en 1953, à Cambridge.

LL. M. (1955) de l'Université de Cambridge après avoir présenté un exposé intitulé "Termination of Membership of International Organizations", publié par Stevens and Sons, Londres.

Barrister-at-Law, Grays Inn, Londres (1942). Le Council of Legal Education de Londres lui a décerné la Langdon Medal pour avoir obtenu la First Class dans la première partie, épreuve IV (Droit hindou et musulman) du Call to the Bar Examination. A également obtenu le prix du Secrétaire d'Etat pour l'Inde pour avoir obtenu une First Class dans une matière spéciale inscrite à la seconde partie du Call to the Bar Examination organisé par le Council of Legal Education (Londres, 1938).

B. Litt. (1954) et LL. D. (1959) du Trinity College de l'Université de Dublin  
i) après avoir présenté un ouvrage intitulé "Nuclear Weapons and International Law" publié par Stevens and Sons, Londres, pour le LL. D.; ii) a présenté un ouvrage non publié intitulé "The Theory of Force and Organization of Defence in Ancient and Medieval India" pour le diplôme de B. Litt. de l'Université de Dublin.

D. Litt. (1954), Université de Bihar, après présentation d'un exposé intitulé "Defense Mechanisms of the Modern State".

D. Phil. (1957), Université de Calcutta, après présentation d'un exposé intitulé "The Chiefs of Staff Committee in the Politico-Military Organization of the State"

D. Sc. (Droit), obtenu après présentation d'un exposé intitulé "Disarmament, Co-existence and World Peace".

D. C. L. (1964) décerné par l'Université de Delhi après présentation d'ouvrages publiés, à savoir "International Conventions of Merchant Shipping", vol. 8 de la British Shipping Law Series et des conférences faites à La Haye sur le thème "International Law Problems of Merchant Shipping", vol. 107 (III) du Recueil de cours, 1962.

LL. D. (Cantab), 1965 - Après présentation d'ouvrages publiés et non publiés comprenant notamment les suivants :

- i) The State Practice of India in the Field of International Law
  - a) From Earliest Times to 1947 et
  - b) From 1958 to 1962
- ii) Articles publiés dans des revues juridiques.

Le St. John's College de Cambridge lui a décerné le prix Cama pour avoir brillamment passé les examens de la fonction publique de l'Inde en 1938 (s'est classé le premier).

Master Bencher de Gray's Inn, Londres, depuis 1974.

Honorary Fellow du St. John's College de Cambridge (Angleterre) depuis 1975.

### Activités universitaires

#### Enseignement

Professeur titulaire de la chaire Shri Panch Tribhuban de droits de l'homme à l'Université de Tribhuban, Népal.

Professeur de droit international et maritime à l'Université de Madras.

Chargé de cours de droit international à l'Université de Delhi.

Chargé de cours de droit international à l'Indian School of International Studies, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi.

Professeur titulaire de la chaire Tagore de droit et de jurisprudence de l'Université de Calcutta.

A prononcé le discours de l'assemblée annuelle des universités suivantes, qui lui ont décerné le LL. D. (honoris causa) : Bhopal (1973), Kurukshetra (1975), Jodhpur (1976), Guru Nanak (1977) et Université du Punjab (1978).

### Conférences

Série de conférences en juillet 1962 à l'Académie de droit international de La Haye (Palais de la paix, La Haye) sur l'invitation du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye. Les sujets des conférences sont indiqués dans la liste des publications.

Conférences sur le droit maritime international dans le cadre du cycle de conférences organisé sous les auspices de la Fondation sir Alladi Krishnaswami, à l'Université d'Andhra, Waltair (1965).

Conférences sur "Le régime juridique de la marine marchande", dans le cadre des Timbak Telang Endowment Lectures à l'Université de Bombay (1968).

A l'occasion de l'inauguration de l'Université Tribhuban, a donné des conférences sur les droits de l'homme et la coopération internationale (1970).

En tant que titulaire de la chaire Nehru de droit international et de coopération internationale et dans le cadre du cycle de conférences organisé à la mémoire de Nehru, a donné des conférences en 1969, à l'Université de Genève, sur les tendances récentes dans l'évolution du droit international et de la coopération internationale.

Conférences à la mémoire de Kingsley Martin sur l'héritage britannique de l'Asie, au Centre of South Asian Studies de l'Université de Cambridge (1978).

Conférence à la mémoire de Motilal Nehru sur les droits de l'homme et l'avenir de l'humanité, à New Delhi, en mars 1979.

Conférence à la mémoire de sir Benegal Rau sur les concepts juridiques de l'administration politique de l'Inde ancienne, à l'Institute of Constitutional and Parliamentary Studies, en septembre 1979.

Conférences de droit à la mémoire de Tagore, sur le rôle de la Cour internationale de Justice, à l'Université de Calcutta (prévues pour 1981).

### Distinctions diverses

Membre de l'Assemblée constituante indienne (1947-1948), représentant d'un groupe d'Etats indiens du Rajasthan.

Justice of the Peace (Bombay) depuis 1958.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye (depuis 1967).

Conseiller constitutionnel auprès du Gouvernement du Bhoutan (1970).

Prize Court Appellate Authority of India (1972).

Représentant de l'Inde auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1966, 1969 et 1971, a siégé à la Sixième Commission.

Représentant de l'Inde à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 1960).

A dispensé des cours d'études supérieures à l'Imperial Defence College (actuellement dénommé Royal College of Defence Studies), 37 Belgrave Square, Londres (1950-1951).

Elu Fellow of the World Academy of Art and Science (1975).

Membre des instituts/commissions juridiques et associations de droit international suivants :

Membre de la Commission du droit international (élu par l'Assemblée générale en 1966 et réélu en 1971). Elu Vice-Président de la Commission en 1969. Membre du Comité de rédaction de la Commission (1968 et 1971).

Membre de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), dont il a assuré la présidence en 1971.

Membre de l'Institut de droit international.

Membre du Conseil d'administration de l'Institut international pour l'unification du droit international privé (UNIDROIT) à Rome de 1963 à 1981.

Vice-Président du Comité maritime international (Bruxelles) de 1968 à 1982.

Président de la Maritime Law Association of India (depuis 1973).

Président de l'Indian Society of International Law et Président de l'Indian Academy for International Law and Diplomacy, New Delhi.

Président de l'Indian Academy for Environmental Law, Conservation and Research (depuis 1979).

Vice-Président de la Commission de législation de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (depuis 1979).

Membre fondateur du Conseil des gouverneurs de l'International Council for Environmental Law (Bonn) depuis 1969.

Membre du Conseil exécutif de l'Association de droit international (Londres).

Membre du Conseil de surveillance de l'Institut de droit international (Thessalonique, Grèce) depuis 1976.

Président de la National Labour Law Association of India depuis 1980.

Présidence d'organisations internationales

Président de l'Assemblée de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) (institution spécialisée des Nations Unies) de 1963 à 1965.

Président de l'Assemblée de l'OMCI à sa deuxième session extraordinaire convoquée en septembre 1964 pour modifier la Convention de l'OMCI (Londres).

Président de la Conférence maritime de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à sa cinquante-cinquième session (Genève, octobre 1970).

Président de la CNUDCI à sa quatrième session (Genève, mars 1971).

Président du Comité consultatif juridique afro-asiatique (janvier 1972).

Présidence de groupes d'experts ou de comités spéciaux juridiques

Président du Comité des salaires, des heures de travail et des équipages de la Conférence maritime préparatoire de l'OIT (Londres, 1956).

Président du Sous-Groupe de travail sur le droit des organisation internationales d'exploiter des navires à propulsion nucléaire, créé par le Comité d'études de la Conférence diplomatique de droit maritime (Bruxelles) lors de sa session de Monaco (octobre 1968).

Président du Comité des salaires, des heures de travail et des équipages de la deuxième Conférence maritime des pays d'Asie (Tokyo, avril 1965).

Président du Comité des questions générales et juridiques de la Conférence des lignes de charge (Londres, mars 1966).

Président du Comité des principes de la coopération pacifique de la Conférence mondiale sur la primauté du droit (Genève, 1967).

Président du Comité plénier sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (CNUDCI - Genève, mars 1969).

Président du Groupe d'experts des transports maritimes de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (1965).

Président de la Première Commission de la Conférence des experts gouvernementaux du Comité international de la Croix-Rouge convoquée pour modifier les lois humanitaires en période de conflits armés (Genève, juin 1971).

Président du Groupe de travail sur la réglementation internationale des transports maritimes créé par la CNUDCI (1972).

Président exécutif de l'Indian Federation of United Nations Associations (IFUNA).

Expérience administrative avant 1972

District Magistrate et Commissioner de l'Etat de Madhya Pradesh (1938-1946); Commissaire régional pour les Etats de l'Est (1948). Directeur général des transports maritimes (1956-1964) et Secrétaire au Ministère des transports du Gouvernement indien jusqu'en 1965; Secrétaire spécial au Ministère de l'information et de la radiodiffusion (1964); Secrétaire auprès du Président de la République de l'Inde (de 1966 à 1972). Chief Election Commissioner auprès du Gouvernement indien (1972).

Expérience juridique depuis 1972

Juge ad hoc de la Cour internationale de Justice à La Haye en 1972, lors de l'affaire relative à la juridiction du Conseil de l'OACI (1972).

Elu à la Cour internationale de Justice par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité en octobre 1972.

Elu Vice-Président de la Cour internationale de Justice en février 1976 (1976-1979).

A prononcé un discours lors de la dix-neuvième session de Doha du Comité consultatif juridique afro-asiatique, au Qatar, en 1978, en tant qu'invité spécial de la Cour internationale de Justice (La Haye).

A prononcé le discours d'inauguration de la Conférence des juges d'appel réunie par le Gouvernement philippin à Manille en 1977, en tant qu'invité spécial de la Cour internationale de Justice.

Publications

Ouvrages

Termination of Membership of International Organizations, Stevens and Sons, Londres, 1958.

Nuclear Weapons and International Law, Stevens and Sons, Londres, 1959.

Defence Mechanism of the Modern State, Asia Publishing House, Londres, 1963.

International Conventions of Merchant Shipping, (vol. 8 de la British Shipping Law Series), Stevens and Sons, Londres, 1963 (édition révisée, 1973).

International Law Problems of Merchant Shipping (conférences données à l'Académie de droit international de La Haye, 1962), publié par l'Académie de La Haye en 1963 et portant sur les sujets suivants :

- Principes généraux de droit international régissant la marine marchande;



- Immatriculation, pavillon et nationalité (le problème d'un lien véritable entre l'Etat et le navire);
- La distinction entre les divers pavillons et le droit international;
- Les navires marchands appartenant à l'Etat et le droit international;
- Les organisations internationales et leur droit à un pavillon.

Essays in Maritime International Law and Organization, (Université d'Andhra; il s'agit des conférences données sous les auspices de la Fondation sir Alladi Krishnaswami en 1965).

Volume 13 de la British Shipping Law Series, intitulé "Shipowners", Stevens and Sons, Londres, 1967 (coauteur).

The Legal Regime of Merchant Shipping - Conférences Trimbak Telang données à l'Université de Bombay en 1968 et publiées par l'Université de Bombay en 1969.

The concept of Force and Organization of Defence in the Constitutional History of India (from earliest times to 1947), Asia Publishing House, Bombay, 1969.

Achievements of UNCTAD I and II in the field of Invisibles, S. Chand and Co, New Delhi.

Human Rights and International Co-operation - Conférences faites à l'occasion de l'inauguration de l'Université Tribhuban (Népal) en 1970 et publiées par S. Chand and Co., New Delhi.

Recent Trends in the development of International Law and Organization - Conférences faites à l'Université de Genève dans le cadre d'un cycle de conférences organisé en mémoire de Nehru et publiées par S. Chand and Co., 1969.

India and International Law, S. Chand and Co., 1969.

Bayley's History of Gujarat, S. Chand and Co., 1970.

President Speaks (recueil des allocutions prononcées par le président V. V. Giri, de mai 1969 à mars 1970), S. Chand and Co., 1970.

Bhoutan : un royaume dans l'Himalaya, 1972, à l'occasion de l'admission du Bhoutan à l'Organisation des Nations Unies (édition révisée, 1978).

The State Practice of India in the field of International Law, en trois volumes :

Volume I	<u>Earliest Times to 1947</u> (en trois volumes)
Volume II	<u>1948-1958</u> )
Volume III	<u>1958-1968</u> ) (en préparation)

Maritime Flag and International Law, Thomson Press, 1978.

The British Heritage of Asia, conférences à la mémoire de Kingsley Martin, South Asian Centre, Université de Cambridge, 1979.

Human Rights and the Future of Mankind, 1981.

Juristic Concepts of Ancient Indian Policy, publié par l'Institute of Constitutional and Parliamentary Studies, New Delhi, 1980.

The Role and Record of the International Court of Justice, conférences de droit à la mémoire de Tagore, Université de Calcutta (en préparation).

#### Articles

"China and the United Nations", Indian Year Book of International Affairs, 1954, vol. III, p. 163 à 189.

"The Right of Self-Defence in Relation to the Use of Nuclear Weapons", Indian Year Book of International Affairs, 1956, vol. IV, p. 3 à 37.

"The Armed Forces and the Socio-Economic Functions of the State in India", Journal of the University of Bihar, novembre 1956, vol. II, p. 44 à 60.

"The Laws of Land Warfare and Prohibited Weapons and Practices", Indian Year Book of International Affairs, 1958, vol. VII, p. 3 à 51.

"The Indian Merchant Shipping Act, 1958, and International Law", Indian Journal of International Law, juillet 1960, vol. I, No 1, p. 10 à 32.

"I.L.O. Maritime Conventions and India", Indian Journal of International Law, octobre 1960, vol. I, Nos 2 et 3.

"Conférence diplomatique de droit maritime, Bruxelles, 1961", Indian Journal of International Law, vol. I, No 4.

"The Development of International Law Concepts in Mediaeval India", Indian Journal of International Law, 1962, vol. II, Nos 1, 2 et 3.

"International Law in India : Mediaeval India", Indian Journal of International Law, vol. III, Nos 1 et 2 (1963).

"The Role of International Organizations" dans volume dédié à la mémoire de Rolin, publié par le Conseil de l'Europe.

"Contemporary Practice of India in the Field of International Law", série d'articles publiés en collaboration dans International Studies, The Journal of the Indian School of International Studies, Sapru House, New Delhi, vol. I, No 1, juillet 1959, vol. I, No 2, octobre 1959, vol. I, No 3, janvier 1960, vol. II, No 3, janvier 1961, vol. III, No 1, juillet 1961, vol. III, No 3, janvier 1962, vol. IV, No 1, juillet 1962, vol. IV, No 3, janvier 1963, vol. VI, No 1, juillet 1964, vol. VI, No 2, octobre 1964, vol. VIII, No 4, avril 1967, vol. XI, No 3, janvier 1970.

"The Role of the International Court in the maintenance of world order and peace", Journal of the Indian Society of International Law, 1964.

"Maritime Flag as an attribute of Sovereignty", Journal of the Indian Society of International Law, vol. IV, No 1, janvier 1964.

"The Oceans and the World Community of States", article envoyé à l'Université aristotélicienne de Thessalonique (Grèce) pour être publié dans les Mélanges en hommage au Pr Charalampos N. Fragistas.

"L'Inde et le droit international", contribution au volume dédié à Antonio de Luna, Madrid.

"Codification and Progressive Development of International Law; The Role of the International Court of Justice", Indian Journal of International Affairs, vol. 18, No 1, mars 1978.

"Raison d'être of National Associations of International Law and the need for their development", Indian Journal of International Law, vol. 19, No 2, 1979.

"Human Rights and the Constitution of India", contribution au volume dédié au Pr Stodker, Hambourg, 1979.

M. Nagendra Singh a pris part a) à l'examen de toutes les affaires dont la Cour a été saisie de 1973 à ce jour, et b) à toutes les décisions prises par la Cour pendant cette période.

En 1972, avant d'être élu à la Cour, M. Nagendra Singh a été juge ad hoc dans l'affaire relative à la juridiction du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et, depuis le 6 février 1973, il est membre à part entière et juge de la Cour\*.

---

\* Pour une liste complète des jugements, avis consultatifs et ordonnances adoptés de 1972 à ce jour, prière de se reporter à la documentation disponible au Secrétariat.

RAULT, Sir Maurice  
(Maurice)

[Original : anglais]

Né le 15 septembre 1920.

Lauréat du Royal College (la plus haute distinction universitaire mauricienne de l'époque) en 1939.

Navigateur dans la Royal Air Force, 1942-1946.

Classé second, par ordre de mérite, dans les épreuves finales d'admission au Barreau de Trinity (sur environ 500 candidats, dont des candidats provenant d'universités britanniques et de tous les pays du Commonwealth), 1949.

Avocat, 1949-1952.

District Magistrate, 1952-1960.

Magistrate, puis Président de la Intermediate Court, 1960-1967.

Master et Registrar de la Supreme Court, 1967-1968.

Director of Public Prosecution, 1968-1970.

Queen's Counsel, 1969.

Puisne Judge, 1970-1977.

Senior Puisne Judge, 1977-1978.

Chief Justice de Maurice, 1978-.

Knight Bachelor, 1979-.

Sir Maurice a, à trois reprises, fait fonction de Gouverneur général et de Commandant en chef de Maurice. Il a été Président de la Mauritius Sports Association, Président du Millers' and Cane Planters' Central Arbitration Board et est le fondateur et rédacteur en chef du "Bulletin juridique de l'île Maurice".

Il a pris part à diverses conférences internationales, dont :

Le Congrès de l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient sur les droits de l'homme, à Tokyo, en 1972.

Le Congrès de l'Institut de droit d'expression française, Port Louis, 1973.

Le Congrès de l'Institut de droit d'expression française, Tunis, 1974.

Les Rencontres franco-mauriciennes, Saint-Denis, 1976.

L'International Conference of Appellate Judges, Sydney, 1980.

La Conference of Commonwealth Chief Justices, Canberra, 1980.

Outre divers essais sur des questions linguistiques et littéraires, Sir Maurice a publié les articles juridiques ci-après :

A la recherche du jeune délinquant (Port Louis), 1965.

Liberté et droit pénal, Tokyo, 1972.

La responsabilité de l'Etat du fait de ses préposés (Port Louis, 1973).

La femme en droit civil mauricien : apparences et réalités (Tunis, 1974).

Un barbare face au progrès (Saint-Denis, 1976).

Discours aux médecins (Port Louis, 1979).

Instruction aux magistrats (Port Louis, 1979).

Trois normes de l'interprétation créatrice : l'analogie, l'harmonie,  
l'élégance (Port Louis, 1980).

En préparation :

La traction occulte de la cause finale en jurisprudence.

· pouvoir germinatif du mot dans les constitutions écrites.

RAZAFINDRALAMBO, Edilbert  
(Madagascar)

[Original : anglais/français]

Né le 3 octobre 1921, à Antananarivo (Madagascar).

Titres universitaires :

Baccalauréat ès-lettres classiques-philosophie (Antananarivo, 1940);

Certificat d'études supérieures de grec (Sorbonne, 1948);

Certificat d'études supérieures de latin (Sorbonne, 1948);

Certificat d'études supérieures de géographie (Sorbonne, 1948);

Licence ès-lettres (Sorbonne, 1949);

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Paris, 1948);

Certificat délivré par l'Université de Cambridge (Royaume-Uni, 1952);  
(Spécial course on English legal method);

Doctorat en droit d'Etat (Paris, 1955).

Activités professionnelles :

Avocat à la Cour de Paris de 1948 à 1960;

Secrétaire d'avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation française  
de 1951 à 1960;

Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Madagascar en 1961;

Avocat général, puis Président de la Chambre de cassation à la Cour  
suprême de Madagascar, d'octobre 1962 au mois de septembre 1967;

Premier Président de la Cour suprême depuis octobre 1967;

Professeur de droit à l'Université de Madagascar et à l'Institut d'études  
judiciaires malgache de 1961 à 1974;

Membre des commissions de codification des lois malgaches;

Membre du Conseil supérieur de la magistrature;

Président de la Société malgache d'études juridiques;

Président de la Haute Cour de Justice.

Activités internationales :

Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail depuis 1964;

Rapporteur général de cette commission depuis 1969;

Membre des groupes d'études sur :

- a) L'inspection du travail (Conventions Nos 81 et 85, 1947) en 1966;
- b) Le travail forcé (Conventions No 29, 1930 et No 105, 1957) en 1968;
- c) La discrimination en matière d'emploi et de profession (Convention No 111, 1958) en 1971;
- d) La politique de l'emploi (Convention No 122, 1964) en 1972;
- e) La liberté syndicale et protection du droit d'organisation et de négociation collective (Conventions No 87, 1948 et No 98, 1949) en 1973;
- f) La consultation et la collaboration entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs aux échelons industriel et national (Recommandation No 113, 1960) en 1976;
- g) Les droits économiques, sociaux et culturels (Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 1966) en 1968.

Chef de la délégation malgache à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne, 1968-1969;

Membre de la délégation malgache à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies - Représentant à la Commission juridique (1977);

Arbitre de l'Organisation de l'aviation civile internationale;

Arbitre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque internationale pour la reconstruction et le développement);

Membre du Tribunal d'arbitrage constitué par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale) (affaire "Société Ltd. Bonvenuti et Bonfant" c/ Gouvernement de la République populaire du Congo (instances en cours));

Membre, avec le Président Mendès-France, du Tribunal arbitral international présidé par le Professeur Roberto Ago (affaire Etat malgache c/ Grands Moulins de Dakar (GMD), Genève, 1970-1972);

Membre, avec le Recteur P. Foriers de l'Université libre de Bruxelles, du Tribunal arbitral international présidé par le Doyen René Roblot (affaire Etat malgache c/ SOBIERI-Paris, 1974-1975);

Membre du Tribunal arbitral constitué par la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (affaire EEM c/ République malgache) (instance en cours).

Membre du Tribunal arbitral désigné par la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale pour statuer dans l'affaire AGIP c/ Etat malgache et SOLIMA (1979-1980);

Président de commission au Congrès des juristes francophones organisé sous l'égide de la Commission internationale des juristes à Dakar (Sénégal), en janvier 1967;

Président national du Centre de la paix mondiale par le droit;

Membre du Conseil d'experts dudit Centre;

Membre de l'Emergency World Council (La Haye, Pays-Bas, 1977);

Membre de la Commission for International Due Process of Law (Chicago, Illinois);

Membre associé de la Commission internationale des juristes (Genève);

Membre du Tribunal international (Débats/exposition sur l'exploitation des fonds marins) organisé par le Centre de la paix mondiale par le droit à la Conférence internationale sur la paix (Manille, 21 au 26 août 1977);

Correspondant national pour l'étude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines (science juridique) de l'UNESCO, mai-juillet 1972;

Chef du Groupe des experts malgaches aux négociations franco-malgaches (Paris, Antananarivo), 1973;

Membre de l'American Society of International Law (Washington, D.C.);



Membre du Center for the Study of Democratic Institutions (Santa Barbara, Californie), 1971-1972;

Membre de l'Association mondiale de juges (Genève);

Membre de l'Association internationale des juristes démocrates (Bruxelles);

Membre de l'International Bar Association (Londres);

Membre de l'International Ombudsman Institute (Alberta, Canada);

Membre du Comité de rédaction de la Revue juridique et politique, Indépendance et coopération (Paris), depuis 1968;

Collaborateur étranger du Journal du droit international (Clunet), Paris, de 1964 à 1972;

Boursier de la Division des droits de l'homme des Nations Unies, pour l'étude de l'ombudsman (Stockholm, juillet-août-septembre 1962);

Représentant de Madagascar au Séminaire des Nations Unies sur les recours judiciaires et autres recours contre les abus de l'autorité administrative (Stockholm), 12 au 29 juin 1962;

Ancien Président national de l'Association des étudiants malgaches en Europe (AEOM);

Membre du Tribunal arbitral constitué par la Chambre de commerce internationale dans l'affaire AGIP contre l'Etat malgache et la Société nationale de pétrole (SOLIMA);

Consultant en droit international de la Banque centrale de la République démocratique de Madagascar, de la Compagnie des transports aériens Air Madagascar, de la Société nationale de l'eau et de l'électricité (JIRAMA) et de la Société nationale de pétrole (SOLIMA);

Représentant à la deuxième Conférence internationale des juges de cours suprêmes, Sydney (Australie), 19 au 23 mai 1980;

Participant à la Conférence nationale organisée par le Conseil consultatif national des minorités sur la justice criminelle, Washington (Etats-Unis d'Amérique), 16 au 18 octobre 1980.

#### Travaux

L'infraction flagrante en droit français, anglais et tchécoslovaque - (Etude de droit comparé - Thèse - Paris, 1955);

Le système suédois de contrôle de l'administration et de la justice (Etude effectuée pour la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies - 1962);

Le droit judiciaire privé malgache (cours polycopié - Faculté de droit de Tananarive, 1969);

"Chronique de jurisprudence malgache en matière de droit international privé" (Journal du droit international - Clunet, Paris, 1964, No 1);

"Esquisse d'une étude comparée du droit national malgache" (Bulletin de Madagascar, septembre 1964, No 220);

"L'ombudsman et la protection des droits de l'homme" (Revue sénégalaise de droit - 1er septembre 1967 - Dakar);

"Les problèmes du recrutement et de la formation des juges" (communication à l'Assemblée mondiale de juges, Genève, juillet 1967);

"La Cour suprême malgache" (Recueil Penant - Paris, No 722, octobre-novembre-décembre 1968);

Contribution à l'Etude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (mai-juillet 1972);

Système juridique malgache dans "Law and Judicial Systems of Nations" (Washington, USA, 1977);

Le droit pénal spécial malgache (Université de Madagascar, 1973);

Sentences arbitrales internationales (Genève et Paris, 1972-1975);

Rapport sur la loi socialiste et la justice (Conférence des magistrats malgaches, Antananarivo, 1976);

Opinion individuelle dans l'affaire relative à l'exploitation des ressources minérales en eau profonde, Tribunal international organisé par la huitième Conférence internationale de la paix mondiale par le droit (Manille, août 1977);

"Le rôle des tribunaux dans la protection des droits et libertés et dans la politique du développement" (communication au Colloque africain francophone de Yaoundé, Cameroun, 1978);

Rôle des juges dans les pays en développement (deuxième Conférence internationale des juges des cours suprêmes, Sydney, Australie, 19 au 23 mai 1980);

Distinctions honorifiques :

Commandeur de l'Ordre national malgache, 1976;

Officier de l'Ordre national du mérite français, 1969;

Officier de l'Ordre du Croissant vert des Comores, 1970;

Médaille commémorative de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (Paris);

Médaille commémorative du cinquantième anniversaire de la Cour suprême de l'URSS.

N.B. Biographie figurant aux :

Who's Who in the World (Marquis' Who's Who, Chicago, Illinois); première édition, 1972-1973; deuxième édition, 1974-1975; troisième édition, 1976-1977;

Dictionary of International Biography (Cambridge, Royaume-Uni), 1974-1975 et 1976-1977;

Who's Who in Africa south of the Sahara (Europa Publications, Londres), depuis 1971;

Dictionary of African Biography (Melrose, Londres), depuis 1970;

International Who's Who in Community Service, vol. II (Londres, 1976-1977);

Men of Achievement (Melrose, Londres, 1976);

World Directory of the High Courts of Nations (Washington, D.C., 1977).

REUTER, Paul  
(France)

[Original : français]

Né le 12 février 1911.

Commandeur de la Légion d'honneur, Croix de guerre, 1939-1945.

Chargé de cours (1936), agrégé (1938), puis professeur titulaire des facultés de droit. A enseigné successivement dans les facultés de Nancy, Poitiers, Aix-en-Provence et Paris (1951). Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (1953).

Enseignement à l'Académie de droit international (1952 et 1961) et dans divers instituts et universités français et étrangers.

Directeur adjoint du Cabinet du Ministre de l'information (1944), puis du Garde des sceaux (1945); Conseiller technique au Cabinet du Ministre des Forces armées (1947).

Membre (depuis 1948) du Comité central permanent de l'opium.

Vice-Président (1953-1968) de cet organisme; membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, puis Président depuis 1974.

Conseil du Ministère des affaires étrangères depuis 1948.

Agent, Agent-adjoint ou Conseil de diverses affaires portées devant la Cour internationale de Justice, la Cour de justice des communautés européennes, la Cour européenne des droits de l'homme, la Commission de conciliation franco-suisse, etc.

Membre du Tribunal arbitral dans les affaires du lac Lanoux (1957), de l'interprétation de l'Accord aérien de 1946 entre la France et les Etats-Unis (1963 et 1979) et dans l'affaire Holiday Inn v. Maroc; Président du Tribunal arbitral dans l'affaire Koweit v. American Independant Oil Cy.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1958.

Membre du Tribunal européen pour l'énergie nucléaire (Convention du 20 décembre 1957) depuis 1960.

Membre de l'Institut de droit international (1963) et de l'Académie royale de Belgique (1972).

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis 1964.

Membre de la délégation française à la Conférence de Vienne sur le droit des traités (1968).

/...

Ouvrages

Etude de la règle : "Toute prise doit être jugée". Thèse de doctorat, Nancy, Paris, Les Editions internationales, 1933, 320 p.

Les participations financières. La société anonyme au service des collectivités publiques. Préf. E. Allix & R. Jacomet. Bibliothèque des finances publiques françaises et étrangères, t. I, Paris, Sirey, 1936, 117 p.

La Communauté européenne du charbon et de l'acier. Préf. R. Schuman. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1953, 320 p.

Institutions internationales. Paris, Presses universitaires de France, collection des manuels Thémis, 1ère éd., 1955, 426 p.; 2ème éd., 1956, 437 p.; 3ème éd., 1962, 324 p.; 4ème éd., 1963, 318 p.; 5ème éd., 1967, 332 p.; 6ème éd., 1969, 332 p.; 7ème éd., 1972, 348 p.; 8ème éd., 1975, 405 p. Traductions anglaise (1958), espagnole (1959), arabe (1973), portugaise (1979).

Droit international public. Paris, Presses universitaires de France, collection des manuels Thémis, 1ère éd., 1958, 443 p.; 2ème éd., 1963, 383 p.; 3ème éd., 1968, 403 p.; 4ème éd., 1973, 473 p.; 5ème éd., 1976, 528 p. Traduction espagnole (1962).

'Principes de droit international public', Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1961, t. 103, p. 425-655. Leyde, Sijthoff, 1962.

Organisations européennes. Paris, Presses universitaires de France, collection des manuels Thémis. 1ère éd., 1965, 451 p.; 2ème éd., 1970, 485 p. Traduction espagnole (1968).

La Convention de Vienne sur le droit des traités. Paris, A. Collin, collection Dossiers U2, 1970, 96 p.

Introduction au droit des traités. Paris, A. Collin, collection U, 1972, 236 p.

En collaboration :

La réforme budgétaire. Etudes de finances publiques, publiées sous la direction de P. Reuter, R. Jacomet, A. Michelson. Paris, Editions de l'Epargne, 1954, t. I : Projet élaboré par la Commission présidée par M. le Contrôleur général Jacomet, 179 p.; t. II : Etudes préalables aux rapports généraux adoptés par la Commission, 304 p.; t. III : Programmes et marchés publics, travaux élaborés par la Commission, 265 p.

En collaboration avec A. Gros, juge à la Cour internationale de Justice :

Traités et documents diplomatiques. Paris, Presses universitaires de France, collection des manuels Thémis. 1ère éd., 1960, 500 p.; 2ème éd., 1963, 528 p.; 3ème éd., 1970, 552 p.; 4ème éd., 1976, 522 p.

En collaboration avec J. Combacau :

Institutions et relations internationales. Paris, Presses universitaires de France, collection des manuels Thémis, 1980, 580 p.

Articles et publications diverses

"Décisions françaises de prises". Revue de droit international, 1933, p. 683-699.

"La double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le bénéfice industriel et commercial; la notion d'établissement et la ventilation des bénéficiaires". Revue de science et de législation financières, 1935, p. 463-532.

"Le contrôle de l'exécution du budget autrichien". Annales de finances publiques comparées, tome II, 1937, p. 166-203.

Commentaire de la loi du 2 juillet 1935 portant organisation et assainissement du marché du lait et des produits résineux. Recueil Dalloz, 1936.4, p. 177-183.

Commentaire de la loi du 31 décembre 1935 portant fixation du budget de l'exercice 1936. Recueil Dalloz, 1936.4, p. 257-271.

"L'expropriation des usines de guerre". Revue politique et parlementaire, oct.-nov.-déc. 1937, p. 239-250 et 437-453.

Des rapports des tribunaux d'un Etat avec les Tribunaux arbitraux mixtes créés par les traités de paix; note sur le jugement du Tribunal de la Seine du 17 avril 1935, Sté vinicole de Champagne c. Mumm et Cie. Recueil Sirey, 1937.2, p. 73-76.

"La nationalisation des usines de guerre". Revue d'économie politique, 1939, p. 740-756.

"Le droit de réquisition et les conflits du travail". Droit social, 1939, p. 90-93.

"Egalité et inégalité dans les institutions juridiques". in : Les hommes sont-ils égaux? Etudes carmélitaines, 1939, p. 105-127.

L'expropriation des établissements fabriquant du matériel de guerre; note sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 27 juillet 1938, Sté Schneider et Cie. Recueil Dalloz, 1939.3, p. 17-19.

"La colonisation". Jeunesse France, Cahiers d'Uriage, No 33, p. 5-14.

"Sur une pensée de Montesquieu". Jeunesse France, Cahiers d'Uriage, No 34, p. 5-10.

Les trusts. Grenoble, Ecole nationale des cadres d'Uriage, 1941, 84 p.

"Comités d'entreprise et nationalisations". Les grandes réformes de l'économie française, conférences du Ministère de l'information, Paris, Office français d'édition, 1945, p. 197-203.

"Nuremberg 1946. Le procès". Vie intellectuelle, décembre 1946, p. 52-77.

"Le jugement du Tribunal militaire international de Nuremberg". Recueil Dalloz, 1946, Chronique No XX, p. 77-80.

"L'organisation professionnelle de l'industrie cinématographique". Droit social, 1946, p. 362-368.

"L'Union française et la constitution de 1946". Recueil Dalloz, 1947, Chronique No IX, p. 33-36.

"Le nouveau statut organique de l'Algérie". Recueil Dalloz, 1947, Chronique No XLII, p. 165-168.

"La signification juridique, politique et économique de l'acte budgétaire". Annales de finances publiques, tomes VI-VII, 1947, p. 100-124.

"La nouvelle organisation de la Marine marchande (loi du 28 février 1948)". Droit social, 1948, p. 161-168.

"La création des francs coloniaux dans l'Union française". Openbare Financien, No 3, 1947, p. 1-22.

"Deux formes actuelles de l'impérialisme colonial : protectorat économique et pénétration communiste". Peuples d'outre-mer et civilisation occidentale (Semaines sociales de France, Lyon, 1948), p. 135-148.

"Quelques aspects de la règle de l'annualité des dépenses publiques dans la pratique budgétaire française". Revue de science et de législation financières, 1949, p. 261-288.

(Non signé) "Observations critiques sur le régime de la porte ouverte ou de l'égalité de traitement". Revue juridique et politique de l'Union française, 1949, p. 276-314 et 432-448.

"Le budget et l'économie nationale". Travaux de l'Institut international de finances publiques, 1949, Rapport général, p. 17-62, et conclusions, p. 255-261, Paris, Sirey, 1950.

"Quelques remarques sur la situation juridique des particuliers en droit international public". La technique et les principes du droit public. Etudes en l'honneur de Georges Scelle, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1950, t. II, p. 535-552.

(Signé P. R.) "Le Plan Schuman". Droit social, 1951, p. 149-157.

"La conception du pouvoir politique dans le Plan Schuman". Revue française de science politique, 1951, p. 256-276.

(Signé P. R.) "Quelques aspects institutionnels du Plan Schuman". Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger, 1951, p. 105-124.

Note sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 novembre 1952, Ducret. Semaine juridique (Jurisclasseur périodique), 1953, No 7468.

"Le Plan Schuman". Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1952, t. 81, p. 517-629.

"A propos des ententes industrielles et commerciales". Droit social, 1952, p. 442-450 et 508-515, et 1953, p. 1-12.

"Les autorités spécialisées". Nancy, Centre européen universitaire, Département de sciences politiques, 1952, Fascicule No 5, p. 1-40.

"Le droit de la Communauté européenne du charbon et de l'acier". Journal du droit international, 1953, p. 4-23 (avec traduction en anglais).

"La formule des autorités spécialisées est-elle applicable à toute l'Europe?". Nancy, Centre européen universitaire, Département de sciences politiques, 1953, Fascicule No 2, p. 19-42.

Note sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 13 novembre 1953, Chambre syndicale des industries et du commerce des armes, munitions et articles de chasse. Recueil Dalloz, 1954. I, p. 553-555.

"Organisations internationales et évolution du droit". L'évolution du droit public, Etudes offertes à Achille Mestre, Paris, Sirey, 1956, p. 447-469.

"Le droit au secret et les institutions internationales". Annuaire français de droit international, 1956, p. 46-65.

"La Communauté européenne du charbon et de l'acier", in Centre de sciences politiques de l'Institut d'études juridiques de Nice, t. I, Le fédéralisme, Paris, Presses universitaires de France, 1956, p. 317-360.

"Les interventions de la Haute Autorité", in Actes officiels du Congrès international d'études sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Stresa, 1957). Milan, Giuffrè, 1957, t. V, p. 7-75.

"La Comunidad Europea del Carbón y del Acero como tipo de organización internacional". Cursos y conferencias de la Escuela de funcionarios internacionales. Madrid, 1957, t. II, p. 491-523.



"Aspects de la Communauté économique européenne". Revue du Marché commun, 1958, p. 6-15, 161-168, 310-316.

"Techniciens et politiques dans l'organisation internationale". in Centre de sciences politiques de l'Institut d'études juridiques de Nice, Politique et technique. Paris, Presses universitaires de France, 1958, p. 181-196.

"Affaires étrangères et communautés européennes". in Centre de sciences politiques de l'Institut d'études juridiques de Nice, t. V, Les affaires étrangères. Paris, Presses universitaires de France, 1959, p. 365-388.

"Ententes et cartels (A propos de l'application des articles 85 et suivants)". Revue du Marché commun, 1959, p. 46-48.

"Les organes subsidiaires des organisations internationales". Hommage d'une génération de juristes au président Basdevant. Paris, Pedone, 1960, p. 415-440.

"Communautés européennes et techniques d'unification". in Les problèmes juridiques et économiques du marché commun (Colloques des facultés de droit, Lille, 1959). Paris, Librairies techniques, 1960, p. 15-25.

"Actualité de l'Union personnelle". Mélanges en l'honneur de Gilbert Gidel. Paris, Sirey, 1961, p. 483-497.

"Juridical and institutional aspects of the European Regional Communities". Law and contemporary problems, 1961, p. 381-399.

"Quelques aspects juridiques et institutionnels des communautés européennes". Revista de derecho, jurisprudencia y administración (Montevideo), t. 59 (1961), p. 224-234 (avec traduction en espagnol).

"Unification européenne et invention politique". Annuaire de l'Institut universitaire d'études européennes, 1961, p. 5-16

"La justice internationale dans le système des Nations Unies". Les Nations Unies, chantiers de l'avenir. Paris, Presses universitaires de France, 1962, t. II. p. 221-233.

"Les institutions européennes". Études et documents (Conseil d'Etat), No 17, 1963, p. 43-53.

"Le recours de la Cour de justice des communautés européennes à des principes généraux de droit". Problème de droit des gens, Mélanges offerts à Henri Rolin. Paris, Pedone, 1964, p. 263-283.

"L'Europe". Encyclopédie française, t. X, L'Etat. Paris, 2ème éd., 1964, in chap. sur "L'Etat et les institutions supranationales et internationales", p. 418-426.

"L'évolution juridique du droit communautaire". IVe Corso di diritto e di economia della Comunità europea. Milan, Giuffrè, 1966.

"Les obligations des Etats en vertu de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961". Bulletin des stupéfiants, vol. XX, 1968, No 4, p. 3-6.

"La motivation et la révision des sentences arbitrales à la Conférence de la paix de La Haye (1899) et le conflit frontalier entre le Royaume-Uni et le Venezuela". Mélanges offerts à Jura] Andrassy. La Haye, Nijhoff, 1968, p. 237-247.

"La Cour de justice des communautés européennes et le droit international". Recueil d'études de droit international en hommage à Paul Guggenheim. Université de Genève, 1968, p. 665-686.

"Cour internationale de Justice". Répertoire de droit international. Paris, Dalloz, 1968, t. II, p. 583-590.

"Des effets du marché commun sur la structure institutionnelle des Etats membres". Perspectivas del Derecho público en la segunda mitad del siglo XX (Homenaje a Enrique Sayagues Laso). Madrid, Instituto de estudios de Administracion local, 1969, t. II, p. 551-572.

Contributions à Droit des communautés européennes (W. J. Ganshof van der Meersch, directeur de la publication); Les Nouvelles, Bruxelles, F. Larcier, 1969. "Rapports des trois traités entre eux" (No 254-284, p. 81-87), "Rapports des trois traités avec les autres engagements internationaux souscrits par les Etats membres" (No 285-299, p. 89-92), "Le droit international comme source de droit communautaire" (No 1186-1197, p. 437-440).

"Quelques réflexions sur le vocabulaire du droit international". Mélanges offerts à M. le Doyen Louis Trotabas. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1970, p. 423-443. Repris avec quelques modifications dans : La comunità internazionale, 1970, No 2.

"Le droit international et la place du juge français dans l'ordre constitutionnel national". L'application du droit international par le juge français, Paris, A. Colin, 1972, p. 17-42.

"Le droit des traités et les accords conclus par les organisations internationales". Miscellanea W. J. Ganshof van der Meersch. Bruxelles et Paris, Bruylant et Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1972, t. I, p. 195-215.

"L'efficacité des mécanismes juridictionnels de protection des personnes privées dans le cadre européen" (Colloque de Grenoble, conclusion générale). Revue des droits de l'homme, vol. VI, No 3-4, 1973, p. 788-794.

"L'extension du droit international aux dépens du droit national devant le juge international". Le juge et le droit public, Mélanges offerts à Marvel Waline. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1974, t. I, p. 241-258.

"Confédération et fédération, Vetera et nova". La communauté internationale, Mélanges offerts à Charles Rousseau. Paris, Pedone, 1974, p. 199-218.

"La France et les conceptions institutionnelles", in J. Rideau et al., dir. : La France et les communautés européennes, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p. 351-362.

"De l'obligation de négocier". Studi in onore di Gaetano Morelli, Comunicazioni e studi, vol. XIV, Milan, Giuffrè, 1975, p. 711-733.

Commentaire de divers articles du traité instituant la Communauté économique européenne. in H. Smit & P. E. Herzog, ed. : The law of the European Economic Community. New York, Matthew Bender, 1976, t. V, par. 6-3 à 6-23, 6-122 à 6-137, 6-204 à 6-268, 6-298 à 6-307.

"Souvenirs d'Uriage". Histoire des idées et idées sur l'histoire, Etudes offertes à Jean-Jacques Chevallier. Paris, Cujas, 1977, p. 241-245.

"Le dommage comme condition de la responsabilité internationale". Estudios de derecho internacional in homenaje al professor Miaja de la Muela. Madrid, Teenos, 1979, t. II, p. 837-846.

"Aux origines du Plan Schuman". Mélanges Fernand Dehousse. Paris et Bruxelles, F. Nathan & Labor, 1980, t. II, p. 65-69.

"La drogue : les dimensions pluridisciplinaires du problème". Universalia 1980. Paris, Encyclopaedia universalis, 1980, p. 159-165.

"Quelques réflexions sur l'équité en droit international public". Revue belge de droit international, 1980, p. 165-186.

"Einige Betrachtungen zur Natur der Staatenimmunität im Völkerrecht". Völkerrecht und Rechtsphilosophie, Internationale Festschrift für Stephan Verosta zum 70. Geburtstag. Berlin, Duncker & Humblot, 1980, p. 147-160.

"La crise de la sidérurgie européenne et la Cour de justice des communautés européennes (A propos d'un arrêt récent)". Revue trimestrielle de droit européen, 1980, p. 415-427.

"La naissance de l'Europe communautaire". Lausanne, Centre de recherches européennes, 1980, p. 11-26.

"Sur quelques limites du droit des organisations internationales". Festschrift für Rudolf Bindschedler. Berne, Staempfli & Cie, 1980, p. 491-507.

#### Rapports

Rapports à la Commission du droit international sur la question des traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales.

1er Rapport, A/CN.4/258. Annuaire de la C.D.I., 1972, vol.III, p. 187-216.

- 2ème Rapport, A/CN.4/271. Ibid., 1973, vol. II, p. 73-92.
- 3ème Rapport, A/CN.4/279. Ibid., 1974, vol. II, 1ère partie, p. 139-156.
- 4ème Rapport, A/CN.4/285. Ibid., 1975, vol. II, p. 27-47
- 5ème Rapport, A/CN.4/290. Ibid., 1976, vol. II, 1ère partie, p. 145-154.
- 6ème Rapport, A/CN.4/298. Ibid., 1977, vol. II, 1ère partie, p. 127-144.
- 7ème Rapport, A/CN.4/312. Ibid., 1978, vol. II, 1ère partie, p. 243-247.
- 8ème Rapport, A/CN.4/319. Ibid., 1979, vol. II, 1ère partie, à paraître.
- 9ème Rapport, A/CN.4/327. Ibid., 1980, vol. II, 1ère partie, à paraître.

#### Cours polycopiés

Le droit international des communications. Cours Institut d'études politiques de Paris, 1953-1954. Les cours de droit, 206 p.

Droit international public : Les organisations internationales. Cours Faculté de droit et des sciences économiques de Paris (Diplôme d'études supérieures de droit public), 1954-1955. Les cours de droit.

Droit international public : La responsabilité internationale, problèmes choisis. Cours Faculté de droit et des sciences économiques de Paris (Diplôme d'études supérieures de droit public), 1955-1956. Les nouvelles institutées, 195 p.

Institutions internationales. Cours Faculté de droit et des sciences économiques de Paris (Licence, 1ère année), 1956-1957. Les cours de droit, 462 p.

Droit international public : Les modes de solution des conflits internationaux. Cours Faculté de droit et des sciences économiques de Paris (Diplôme d'études supérieures de droit public), 1957-1958. Les cours de droit, 370 p.

Organisations européennes. Cours Faculté de droit et des sciences économiques de Paris (Licence, 4ème année; et Diplôme d'études supérieures de droit public), 1958-1959. Les cours de droit, 294 p.

Organisations européennes. Id., 1959-1960. Les cours de droit, 296 p.

#### Préfaces

Raoul Padirac : L'égalité des Etats et l'organisation internationale, Paris, L.G.D.J., 1953.

Jean Salmon : Le rôle des organisations internationales en matière de prêts et d'emprunts. Problèmes juridiques, Londres, Stevens, 1958.

Bora Ljubisavljevic : Les problèmes de la pondération dans les institutions européennes. Leyde, Aspects européens, 1959.

Badr Kasme : La capacité de l'Organisation des Nations Unies de conclure des traités. Paris, L.G.D.J., 1960.

Michel Dubisson : La Cour internationale de Justice. Paris, L.G.D.J., 1964.

Robert Kovar : Le pouvoir réglementaire de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Paris, L.G.D.J., 1964.

Sarin Chhak : Les frontières du Cambodge. Paris, Dalloz, 1966.

Anne-Marie Houbine & Jean R. Vergès : Le Parlement européen dans la construction de l'Europe des Six. Paris, Presses universitaires de France, 1966.

Michel Wybo : Discrimination et Marché commun. Paris, L.G.D.J., 1966.

Léonide C. Ananiades : L'association aux communautés européennes, Paris, L.G.D.J., 1967.

Colette Constantinides-Mégret : Le droit de la Communauté économique européenne et l'ordre juridique des Etats membres. Paris, L.G.D.J., 1967.

Kesera Karunatileke : Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE-UNICEF). Paris, Pedone, 1967.

Armand Imbert : L'Union de l'Europe occidentale. Paris, L.G.D.J., 1968.

Sotirios G. Vaxourakis : L'Ecole européenne, étude juridique. Paris, L.G.D.J., 1968.

Marc Ippolito : Contribution à l'étude du problème énergétique communautaire (Avant-propos). Paris, L.G.D.J., 1969.

Pierre-Michel Eisemann, Vincent Coussirat-Coustère & Paul Hur : Petit manuel de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice. Paris, Pedone, 1ère éd., 1970.

Paul Tavernier : Recherches sur l'application dans le temps des actes et des règles en droit international public (Problèmes de droit intertemporel ou de droit transitoire). Paris, L.G.D.J., 1970.

Jacqueline Dutheil de la Rochère : La politique des Etats-Unis en matière d'aviation civile internationale. Paris, L.G.D.J., 1971.

Nicole Condorelli-Braun : Commissaires et juges dans les communautés européennes. Paris, L.G.D.J., 1972.

Jean-Paul Jacqué : Éléments pour une théorie de l'acte juridique en droit international public (Avant-propos). Paris, L.G.D.J., 1972.

A/36/303  
S/14503  
Français  
Page 70

Brigitte Bollecker-Stern : Le préjudice dans la théorie de la responsabilité internationale. Paris, Pedone, 1973.

Hüseyin Pazarci : Responsabilité internationale des Etats en matière contractuelle. Ankara, Publications de la Faculté des sciences politiques, Sevinç Matbaası, 1973.

Jean Combacau : Le pouvoir de sanction de l'ONU. Etude théorique de la coercition non militaire. Paris, Pedone, 1974.

Rachid Lazrak : Le contentieux territorial entre le Maroc et l'Espagne. Casablanca, Impr. Dar el Hitab, 1974.

Serge Sur : L'interprétation en droit international public (Avant-propos). Paris, L.G.D.J., 1974.

Christos Tryfonas : Le Fonds de rétablissement du Conseil de l'Europe. Contribution à la théorie générale des organes subsidiaires. Paris, Pedone, 1974.

RUDA, José María  
(Argentine)

[Original : anglais]

Juge à la Cour internationale de Justice.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage.

Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail.

Né à Buenos Aires (Argentine) le 9 août 1924.

#### Titres universitaires

Docteur en droit et en sciences sociales.

Avocat, Faculté de droit et de sciences sociales, Université de Buenos Aires, 1949.

Master of Law (en droit international), New York University (Etats-Unis d'Amérique), 1956.

Docteur en droit (Honoris Causa), Université de Punjab (Inde).

Académicien, Académie de droit et de sciences sociales, Buenos Aires.

#### Autres études

Cours de sociologie et relations internationales à la "Graduate School of Arts and Science", New York University, 1953.

Cours de droit comparé et international à l'Académie interaméricaine de La Havane, février 1955.

#### Institutions juridiques dont il fait partie

Membre associé de l'Institut de droit international.

Membre de l'Association de droit international.

Membre de l'Institut interaméricain des études internationales juridiques.

Membre de l'Institut hispano-lucitano-américain de droit international.

Membre de l'Institut international de droit spatial.

Membre honoraire de l'Association argentine de droit international.

Membre de la "Indian Society of International Law".

Fonctions professorales

Professeur titulaire de droit international de la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires.

Ancien professeur de droit international à l'Ecole nationale de guerre.

Professeur invité au Colegio de México. Cours sur la politique extérieure de l'Argentine au XXe siècle, août 1963.

Cours dispensé à l'Académie de droit international sur les "Réserves aux conventions", La Haye, 1976.

Fonctions assumées

a) Dans des organisations internationales :

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Juriste adjoint à la Division de la codification du droit international du Bureau des affaires juridiques. Par concours international, 1950 à 1955.

Commission juridique de l'Assemblée générale des Nations Unies :

Rapporteur de la Commission au cours de la dix-septième session de l'Assemblée générale, 1962.

Président de la Commission au cours de la dix-huitième session de l'Assemblée générale, 1963.

Membre de la Commission du droit international (1964 à 1972). Président de la Commission, 1968.

Observateur de la Commission à la réunion du Comité juridique interaméricain. Rio de Janeiro, 1968.

b) Dans le corps diplomatique :

Conseiller de première classe à l'Ambassade d'Argentine à La Paz (Bolivie), 1957 à 1959.

Chef de Cabinet du Ministre des affaires étrangères, 1960 à 1961.

Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères, 1961 à 1965.

Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1965 à 1970.



Sous-Secrétaire aux affaires étrangères, au Ministère des affaires étrangères, 1970 à 1973.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (R).

c) Auprès de tribunaux internationaux :

Représentant de la République argentine au Tribunal d'arbitrage dans l'affaire Río Encuentro (différend frontalier entre l'Argentine et le Chili), Londres, 1965 à 1968.

d) Lors de conférences internationales :

Représentant à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de ses quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième sessions (1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964 et 1965).

Représentant à la septième Conférence régionale américaine de l'Organisation internationale du Travail, Buenos Aires, 1961.

Représentant à la huitième réunion de consultation interaméricaine des Ministres des affaires étrangères, Punta del Este, 1962.

Représentant à la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires et membre du Comité de rédaction de la Conférence (Vienne, 1963).

Président de la délégation argentine à la Commission mixte argentine-bolivienne, 1963.

Représentant à la Commission sur la navigation fluviale avec le Paraguay, 1964.

Président de la délégation argentine à la Commission mixte argentine-uruguayenne sur le levé intégral du Río de la Plata, conformément au Protocole sur le Río de la Plata de 1964 (1964 à 1966).

Représentant à la première Conférence extraordinaire interaméricaine, Washington, 1964.

Président de la délégation argentine à la troisième session du Conseil du commerce et du développement, New York, 1966.

Représentant titulaire au Conseil de sécurité, 1966 à 1967.

Représentant au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre Etats, New York, 1966 et 1968.

Président de la délégation argentine de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de ses vingt et unième session (1966), cinquantième session extraordinaire d'urgence sur la question du Moyen-Orient (juillet 1967) et vingt-deuxième session (1967).

Représentant à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne (1968).

Président de la délégation au Conseil économique et social, lors de ses sessions de 1968, 1969 et 1970.

Représentant au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1968 à 1970).

Président de la délégation argentine à l'Assemblée générale lors de ses vingt-troisième et vingt-quatrième sessions (1968, 1969).

Documents et publications relatifs au droit international

"La Conferencia de Caracas", Demos, huitième année, No 28, p. 70 à 76.

"Los poderes de la Asamblea General de las Naciones Unidas en materia de Política y Seguridad", Revista de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Université de Buenos Aires, dixième année, Nos 45 et 46, p. 994 à 1002.

"Nuevo enfoque de la jurisdicción sobre el mar territorial", Revista de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Université de Buenos Aires, onzième année, No 47, p. 159.

"Un estudio en política y derecho; las Naciones Unidas", Cordillera, Revista boliviana de Cultura, avril-mai-juin 1957, p. 59 à 65.

"Estudio de las posibles inmunidades de los barcos de propiedad de Gobiernos", Interamerican Bar Association, dixième Conférence, novembre 1957, Volume I, p. 312 à 332.

"El desarrollo del Derecho Internacional Público por la Corte Internacional de Justicia", Revista Jurídica de Buenos Aires (Revue juridique de Buenos Aires), Faculté de droit et de sciences sociales, Université de Buenos Aires, octobre-décembre 1958, p. 97 à 108.

"Estudio de las posibles inmunidades de los barcos de propiedad de Gobiernos", Jurisprudencia argentina, vingtième année, 1er avril 1958, No 7073, p. 1 à 3.

"La competencia de la Corte Internacional de Justicia", Jurisprudencia argentina, vingt et unième année, 2 février 1959, No 33, p. 1 à 3.

"El desarrollo progresivo del derecho internacional y su codificación", Lecciones y Ensayos, Faculté de droit et de sciences sociales, Université de Buenos Aires, No 7, 1958, p. 35 à 45.

"Convenciones sobre los Derechos del Mar", Lecciones y Ensayos, Faculté de droit et de sciences sociales, Université de Buenos Aires, 1962 et 1963, No 25, p. 31 à 40.

"Relaciones de la O.E.A. y la U.N. en cuanto al mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales", Revista Jurídica de Buenos Aires, Faculté de droit et de sciences sociales, Université de Buenos Aires, 1961, Nos I et II, p. 15 à 66.

"La evolución del derecho internacional público", Revista jurídica de Buenos Aires, Faculté de droit et de sciences sociales, Université de Buenos Aires, 1962, Nos I à III, p. 195 à 205.

"Las reservas a las Convenciones Multilaterales", Revista de Derecho Internacional y Ciencias Diplomáticas, Université du littoral, douzième année, janvier à décembre 1963, Nos 23 et 24, p. 7 à 85.

"El Consejo de Seguridad". Cours sur l'Organisation des Nations Unies, Institut de droit international, Université du littoral, 1965, p. 19 à 31.

"La política internacional de Argentina ante las Naciones Unidas". Cours sur l'Organisation des Nations Unies, Institut de droit international, Université du littoral, 1965, p. 19 à 31.

"Posición Argentina en las Naciones Unidas", Revista de Defensa Nacional, première année, mai-août 1962, No 2, p. 53 à 55.

"Islas Malvinas y las Naciones Unidas", Revista de Defensa Nacional, troisième année, mai-décembre 1964, Nos 8 et 9, p. 5 à 8.

"Aspectos Jurídicos de la cuestión de las Islas Malvinas - Resumen", Société scientifique argentine, Séminaire Francisco P. Moreno, 1964, p. 30 à 33.

"Labor de la Comisión de Asuntos Jurídicos de la Asamblea General - Proyección y alcance", Chronique mensuelle de l'ONU, août-septembre 1964, p. 89 à 105.

"Comisión de Derecho Internacional - veinte años de Labor", Jurisprudencia argentina, No 3330, 25 juin 1969, p. 2 à 7.

"Necesidad de revitalización de los procesos de arreglo pacífico de controversias". Livre en hommage à Don Antonio de Luna. Institut de droit international Francisco de Vitoria. Madrid, 1969, p. 2 à 12.

"Principios de derecho internacional relativos a las relaciones de amistad y a la cooperación entre los Estados", Institut hispano-lusitano-américain de droit international, septième Congrès, Buenos Aires, 1969, p. 3 à 46.

"The method of encouraging the wider study and appreciation of International Law in Africa". Conférence africaine sur le droit international et les problèmes africains, Lagos (Nigeria), 1967, p. 63 à 69.

Collaboration à l'ouvrage intitulé Del Congreso de Panamá a la Conferencia de Caracas, de Francisco Cuevas Cancino.

"El límite exterior de la Plataforma continental", ouvrage en hommage au Pr J. Sela Sampil, 1970.

"Latinoamérica en las Naciones Unidas", Foro Internacional, onzième volume, No 2, du Colegio de México, 1970.

"El impacto de la nueva tecnología sobre la definición de la plataforma continental", Revista Auana, Buenos Aires, octobre 1970.

"La posición argentina en cuanto al Tratado de No Proliferación de Armas Nucleares" (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires), Revista Estrategia, Buenos Aires, 1971.

"Drafting History of Articles 10 and 11 of the Charter of the United Nations on the Functions and Powers of the General Assembly", en hommage au Pr Wilhelm Wengler, Directeur de l'Institut international de l'Université de Berlin, 1972 (sous presse).

"Reservation to Treaties", Académie de droit international (La Haye), Recueil des cours, vol. III, 1976, p. 97.

"Contemporary International Law", discours prononcé à l'Université de Punjab, 1976.

"The final acceptance of International Conventions. Occasional Paper No 10", The Stanley Foundation (Fondation Stanley), 1976.

"Valores de un mundo independiente". Anales de la Academia de Derecho y Ciencias Sociales de Buenos Aires, vingt-deuxième et vingt-troisième années, No 16.

"Los Estados y los funcionarios internacionales", étude en hommage au Pr Misja de la Muela. Madrid, 1979, p. 760.

"Bolívar y el Derecho Internacional". Dans le livre intitulé Bolívar, à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire de sa mort, 1980, p. 31.

### Livres

"Instrumentos Internacionales", éditions TEA, 1976.

Mise à jour de l'ouvrage intitulé "Derecho Internacional Público" de Luis Podestá Costa, vol. I, 1980.

SUFFIAN, Tun Mohamed

(Malaisie)

[Original : anglais]

Né à Perak (Malaisie), le 12 novembre 1917.

Formation

Etudes primaires à Kuala Kangsar, Perak (Malaisie), 1924-1935.

Obtient une Queen's Scholarship pour Cambridge, 1935.

Inscrit au Gonville and Caius College, Cambridge et au Middle Temple, Londres, 1936.

E.A. (Cambridge), 1939.

LL.B. (Cambridge), 1940.

Admis au barreau en janvier par le Middle Temple, Londres.

Stage judiciaire à Londres, 1940.

Gonville and Caius College, 1946-1947.

Etudie à la London School of Oriental and African Studies et à la London School of Economics, 1947-1948.

M.A. (Cambridge), 1965.

Fonctions exercées et expérience acquise

Radiodiffusion

Emissions radiophoniques à la All India Radio, New Delhi et à la BBC, Londres, 1942-1946.

Auprès du Gouvernement malais (plus tard malaisien)

Nommé à la fonction publique malaise. Suit des cours d'administration publique à l'Université de Cambridge puis à la London School of Oriental and African Studies et à la London School of Economics, 1946.

Revient en Malaisie en tant que fonctionnaire, 1948.

Deputy Public Prosecutor, puis Advocate General dans deux Etats (Johore et Pahang), 1949-1956.

Nommé Conseiller fédéral principal, Kuala Lumpur, 1957.

Représentant unique de la Malaisie à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1958.

Nommé Solicitor-General, Malaisie, 1959.

Chef de la délégation malaisienne à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1960.

Participe au Séminaire des Nations Unies sur les droits de l'homme, Tokyo, 10-24 mai 1960.

Chef adjoint de la délégation malaisienne à la Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, Vienne, février 1961.

Auprès de juridictions supérieures

Juge, High Court, Malaisie, 1961-1967.

Nommé juge à la Federal Court de Malaisie, 1968.

Nommé Chief Justice, High Court, Malaisie, 1973.

Lord President de la Federal Court de Malaisie, depuis 1974.

Dans l'enseignement supérieur

Pro-Chancellor, Université de Malaisie, depuis 1963.

Nommé par le Chancellor de l'Université de Malaisie Président du Comité de nomination d'un nouveau Vice-Chancellor de l'Université, 1964.

Nommé par le Conseil de l'Université de Malaisie Président du Comité d'enquête sur les démissions du personnel enseignant de l'Université, 1968.

Nommé par le Cabinet Président du Comité chargé de la rédaction d'un règlement pour l'Université de Penang (actuellement Université des sciences de Malaisie), 1968.

Nommé par le Ministère de l'éducation Président du Comité chargé de la rédaction d'un règlement pour l'Université nationale, 1968.

Nommé par le Ministère de l'éducation Président du Conseil consultatif de l'enseignement supérieur, 1972-1974.

Président du Conseil de la promotion de l'enseignement supérieur en Malaisie, organisation privée à but non lucratif, depuis 1973.

Honorary Fellowship de l'University College de Buckingham, Royaume-Uni, 1979.

### Affectations spéciales

Conseiller constitutionnel honoraire du Sultan de Brunéi, 1959.

Président de la Commission royale des traitements et des conditions de service dans la fonction publique, 1965 (rapport achevé en 1967).

Président de l'Ex-Service Association of Malaysia Building Fund Committee, 1970.

Président de la Fondation Tun Abdul Razak, depuis 1978.

### Publications

Première traduction officielle de la Constitution malaise (1963).

"An Introduction to the Constitution of Malaysia", 1972, (deuxième édition en 1976).

Coéditeur, avec F.A. Trindade et H.P. Lee de "The Constitution of Malaysia-Its Development 1957-1977", Oxford University Press, 1978.

### Conférences spéciales

En tant qu'invité, avec trois juristes asiatiques, du Gouvernement des Etats-Unis à l'occasion du bicentenaire de l'indépendance de ce pays, a donné des conférences en divers lieux des Etats-Unis sur l'influence de la Constitution américaine sur les Constitutions asiatiques, mars-avril 1976.

Première conférence biennale sur le droit comparé à l'Integrated Bar of the Philippines, Manille, 1979.

Conférences à la mémoire de V.V. Chitaley à Bombay et Nagpur, 1980.

### Diplômes

Honorary LL.D. (Singapour), 5 août 1972, Honorary D.Litt. (Malaisie), 29 septembre 1972, M.A. (Cambridge) 1965, LL.B. (Cambridge), 1940, B.A. (Cambridge), 1939, Barrister-at-Law, 1941.

### Récompenses

A bénéficié de l'Eisenhower Exchange Fellowship, qui lui a permis de visiter les Etats-Unis pendant une période de six mois, 1964.

Prix de la Fondation Ramon Magsaysay pour services rendus au gouvernement, 1975.

Sociétés savantes, clubs et associations

Président de l'Eisenhower Exchange Fellowship Malaysian Nomination Committee, 1966-1981.

Patron of Malaysian Students' Law Society, au Royaume-Uni et en Irlande, depuis 1972.

Membre du Conseil consultatif de rédaction du Malayan Law Journal, depuis 1973.

Membre honoraire de l'Académie malaisienne de médecine, élu en 1974.

Vice-Président de l'Association des magistrats du Commonwealth, 1975-1979.

Président de l'Association des magistrats du Commonwealth, 1979.

Patron de l'Association des Universités américaines de Malaisie, depuis 1977.

Président de la Division malaisienne de la Royal Asiatic Society, depuis 1978.

Patron de l'Association d'anthropologie et de sociologie de l'Université de Malaisie, 1978.

Membre du Conseil de Lawasia (The Law Association of Asia and the Western Pacific), élu en juin 1978.

Président du Comité national malaisien de l'Asean Law Association, Vice-Président et membre du Conseil d'administration de l'Association, 1979.

Membre honoraire de l'Indian Society and International Law, 1980.

Honorary Fellow de l'Institut malaisien de gestion, 1980.

Membre de la Commission internationale des juristes, élu en 1981.

-----

